

DE L'INCENDIE PAR COMMUNICATION

Président : M. LE POITTEVIN, professeur.
Suffragants : { MM. TISSIER, professeur.
HITIER, professeur.

1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE

L'INCENDIE PAR COMMUNICATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 10 mars 1910, à 4 heures 1/2

PAR

André GIROT

Président : M. LE POITTEVIN, professeur.

*Suffragants : { MM. TISSIER, professeur.
 HITIER, professeur.*



LIBRAIRIE

de la Société du

RECUEIL J.-B. SIREY

22, Rue Soufflot, — PARIS, v°

L. LAROSE & L. TENIN Directeurs

—
1910

A LA MEMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE

BIBLIOGRAPHIE

- BLANCHE. — Code pénal.
BLANCHE ET DUTRUC. — Code pénal.
CHAUVEAU, FAUSTIN HÉLIE ET VILLEY. — Code pénal.
GARRAUD. — Traité théorique et pratique du Droit pénal français.
— Précis de Droit criminel, 10^e édition.
GARÇON. — Code pénal annoté, tomes I et II (1).
GAUTIER. — Étude sur le crime d'incendie (Genève, 1884).
GRENIER. — De l'incendie au point de vue pénal (Paris, 1901).
HAUS. — Cours de Droit criminel.
LOCRÉ. — Législation civile, commerciale et criminelle de la France, tome XXXI.
PRINS. — Science pénale et Droit positif.
ROLLAND DE VILLARGUES. — Les Codes criminels.
Bulletin criminel de la Cour de cassation.
DUVERGIER. — Collection des Lois et Décrets.
DALLOZ. — Jurisprudence générale.
— Code pénal annoté.
— Collection des Arrêts.
Journal du Palais: Recueil des Arrêts.
Le Moniteur.
Le Petit Champenois, journal quotidien de la Haute-Marne.

1. Nous sommes heureux de pouvoir adresser ici tous nos remerciements à M. Garçon, qui a bien voulu nous communiquer son étude sur l'article 434 du Code pénal.

Pandectes françaises : Répertoire.

SIREY. — Recueil des Arrêts.

NYPÉLS. — Législation criminelle de la Belgique, ou commentaire et complément du Code pénal.

— Le Code pénal belge interprété.

Pandectes Belges : Encyclopédie.

HENRI JOLY. — La Belgique criminelle.

LACOINTA. — Code pénal italien.

Pasicrisie belge: Recueil des Arrêts.

Annuaire de législation comparée.

Codes étrangers traduits.

LE POITTEVIN. — Cours de Droit criminel (Doctorat, année 1907-1908 « Le préjudice en droit pénal »).

DE L'INCENDIE PAR COMMUNICATION

INTRODUCTION

Le crime d'incendie est malheureusement très fréquent ; dans certaines régions, surtout, il se rencontre, pourrait-on presque dire, à l'état épidémique ; en 1884, par exemple, le département de l'Aisne avait, paraît-il, le triste privilège de compter sur son territoire, comparativement aux autres régions de France, le plus grand nombre d'incendies dus à la malveillance (1).

Et cependant, les peines édictées par notre législateur sont particulièrement sévères en cette matière ; mais souvent, il faut le remarquer, l'incendiaire reste impuni, car une fois son méfait accompli, il a beau jeu, fréquemment, pour dépister les recherches de la justice.

Les conséquences du crime d'incendie, peuvent être terribles ; et parfois, évidemment, elles dépassent

1. Gautier, thèse sur l'incendie, page 215.

sent les prévisions du criminel. Dans les villages, surtout, étant donné la difficulté d'organiser rapidement et avec méthode des secours efficaces, étant donné aussi la construction souvent défectueuse des habitations, les ravages causés par le feu atteignent des proportions inouïes.

Le crime d'incendie a été spécialement étudié par M. Gautier (1) en 1884, plus tard en 1901 par M. Grenier (2).

M. Gautier fait observer au début de son ouvrage que le mot « incendie » désignant le crime lui-même est mal choisi; car l'incendie est la conséquence du fait criminel; celui-ci étant l'acte par lequel l'individu met le feu, acte qu'aucun terme français ne peut exprimer mais que les Allemands nomment « Brandstiftung » ou encore, pour indiquer le commencement de l'acte « Anzündung » (3). Cette remarque nous paraît tout à fait exacte.

A côté de ces deux études particulières, tous les ouvrages généraux sur le Code pénal s'étendent longuement sur le crime d'incendie. Mais la plupart étudient surtout l'incendie « direct », ils suivent en cela, et ils ont raison, puisqu'ils font un commentaire, le procédé de notre Code pénal; celui-ci, en effet, con-

1. Gautier, thèse sur l'incendie; Genève, 1884.

2. Grenier, thèse, Paris.

3. Gautier, page 8, note 1.

sacre à l'incendie le long article 434 et il y mentionne très rapidement, *l'incendie par communication*, qui cependant constitue un point fort important, susceptible de soulever des questions très intéressantes, voire même de grandes difficultés. Il nous a semblé que nous pouvions consacrer à « l'incendie par communication » une étude spéciale et approfondie; nous avons donc considéré ce crime tel qu'il est prévu par notre législation, mais cela eût été insuffisant; une incursion s'imposait hors de nos frontières; d'un autre côté, présenter tous les systèmes étrangers nous eût entraîné beaucoup trop loin.

Nous nous sommes donc borné à citer seulement les dispositions des Codes étrangers en cette matière, mais, cependant, en ce qui concerne la Belgique, il nous a paru opportun d'entreprendre une étude détaillée des articles 516 et 517, articles qui ont trait, tous deux, à l'incendie par communication, et qui, comme on le verra, présentent un intérêt considérable.

Nous diviserons donc notre ouvrage en deux parties; dans la première, nous exposerons et discuterons la législation française; la seconde partie sera consacrée à la Belgique.

Un appendice contiendra, enfin, les dispositions particulières des autres Codes étrangers, sur l'incendie par communication.

PREMIÈRE PARTIE

L'INCENDIE PAR COMMUNICATION DANS LE CODE PÉNAL FRANÇAIS

CHAPITRE PREMIER

Historique de la question

Dans le *Code pénal annoté* de Dalloz (1), nous trouvons du crime qui fera l'objet de cette étude, la définition suivante, ou à peu près : « L'incendie par « communication consiste dans le fait d'incendier l'un « des objets énumérés dans les six premiers paragraphes de l'article 434 du Code pénal, en mettant « volontairement le feu, non pas directement à ces « objets, mais à toute matière quelconque placée de « manière à leur communiquer un incendie qui en « est effectivement résulté. » Ce n'est que depuis la loi du 28 avril 1832, que l'on peut ainsi définir l'incendie par communication.

1. Dalloz, *Code pénal annoté*, article 434.

Remontons, en effet, tout d'abord, au Code du 6 octobre 1791 ; sous l'article 32, section 2, nous trouvons la disposition que voici : « Quiconque sera
« convaincu d'avoir par malice ou vengeance, et à
« dessein de nuire à autrui, mis le feu à des maisons,
« bâtiments et édifices, navires, magasins, chantiers,
« forêts, bois taillis, récoltes en meules et sur pied,
« ou à des matières combustibles disposées pour
« communiquer le feu aux dites maisons, bâtiments,
« édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers, fo-
« rêts, bois taillis, sera puni de mort. »

Cette disposition, on le voit, était loin d'être équitable, puisqu'elle punissait d'une peine uniforme l'incendie des choses les plus diverses, alors que dans chacune de ces hypothèses, le coupable avait cependant montré une criminalité bien différente. En ce qui concerne l'incendie par communication, nous remarquons dans le Code de 1791, deux traits tout à fait caractéristiques ; pour encourir la répression, l'individu devait avoir mis le feu à des matières « combustibles » disposées pour communiquer l'incendie ; en outre, la communication effective n'était pas exigée, en sorte que les juges avaient un certain pouvoir d'appréciation, au sujet de la plus ou moins grande combustibilité des objets devant communiquer le feu.

Dans le Code de 1810, on consacra au crime d'incendie l'article 434 : « Quiconque aura volontaire-

« ment mis le feu à des édifices, navires, bateaux, ma-
« gasins, chantiers, forêts, bois taillis ou récoltes,
« soit sur pied, soit abattues, soit aussi que les bois
« soient en tas ou en cordes, et les récoltes en tas
« ou en meules, ou à des matières combustibles pla-
« cées de manière à communiquer le feu à ces cho-
« ses ou à l'une d'elles, sera puni de mort (1). » C'é-
tait donc toujours la même sévérité de la part du
législateur qui redoutait, par-dessus tout, le crime
d'incendie, comme on peut s'en convaincre en lisant
l'exposé des motifs par le chevalier Faure (séance
du Corps législatif du 9 février 1810) (2) : « Il (l'incen-
« die) expose même la vie des personnes qui se trou-
« vent dans le lieu incendié, et qui peuvent n'avoir
« pas le temps d'échapper aux flammes, ou, si ce
« sont des récoltes qu'il incendie, ce feu peut se
« communiquer d'un champ à l'autre, et plonger
« un canton tout entier dans un état de détresse
« absolu. Un crime aussi exécrable mérite la mort,
« et telle est en effet la peine prononcée par le Code. »

Donc, en 1810, mêmes dispositions qu'en 1791;
notons, toutefois, une petite différence de langage;

1. « Cette disposition draconienne punissait uniformément de la
« peine de mort l'incendie volontaire de tous les objets qui s'y trou-
« vaient énumérés, et cette sévérité paraîtra plus terrible si on se
« souvient que le Code pénal n'admettait aucune circonstance atté-
« nuante pour les crimes. » (Garçon. *Code pénal annoté*, tome II.)

2. Locré, tome XXXI.

dans la législation intermédiaire, les matières combustibles devaient être « disposées » pour communiquer le feu ; le Code de 1810 nous dit qu'elles doivent être « placées » de manière à communiquer le feu. Peut-être, pourrait-on dire que le terme « placées » est plus large que le mot « disposées » et qu'il a été intentionnellement substitué à celui-ci ; nous ne pouvons nous prononcer d'une façon certaine, n'ayant rien trouvé, à ce sujet, dans les travaux préparatoires du Code de 1810.

Et maintenant, nous arrivons à la grande réforme du Code pénal, en 1832. L'article 434 est tout à fait remanié (1) ; après avoir établi des catégories de cho-

1. *Art. 434 (Rédaction de 1832).* — Quiconque aura volontairement mis le feu à des édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers, quand ils sont habités ou servent à l'habitation, et généralement aux lieux habités ou servant à l'habitation, qu'ils appartiennent ou n'appartiennent pas à l'auteur du crime, sera puni de mort. Sera puni de la même peine quiconque aura volontairement mis le feu à tout édifice servant à des réunions de citoyens. Quiconque aura volontairement mis le feu à des édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers, lorsqu'ils ne sont ni habités, ni servant à l'habitation, ou à des forêts, bois taillis ou récoltes sur pied, lorsque ces objets ne lui appartiennent pas, sera puni des travaux forcés à perpétuité. Celui qui, en mettant le feu à l'un des objets énumérés dans le paragraphe précédent et à lui-même appartenant, aura volontairement causé un préjudice quelconque à autrui sera puni des travaux forcés à temps. Quiconque aura volontairement mis le feu à des bois ou récoltes abattus, soit que les bois soient en tas ou en cordes, et les récoltes en tas ou en meules, si ces objets ne lui appartiennent pas, sera puni des tra-

ses dont l'incendie sera puni plus ou moins sévèrement, suivant les cas, il nous dit dans le paragraphe 7: « Celui qui aura communiqué l'incendie à
« l'un des objets énumérés dans les précédents paragraphes, en mettant volontairement le feu à des
« objets quelconques appartenant soit à lui, soit
« à autrui, et placés de manière à communiquer le
« dit incendie, sera puni de la même peine que
« s'il avait directement mis le feu à l'un des dits
« objets. »

Dans la collection des lois et décrets, de Duvergier (1), on rapporte que dans la discussion de la loi, M. Comte avait proposé de dire : « Celui qui aura occasionné l'incendie », au lieu de : « Celui qui aura communiqué l'incendie. » Et, si nous nous référons au *Moniteur* (2), nous y lisons ceci : « L'amendement

vaux forcés à temps. Celui qui, en mettant le feu à l'un des objets énumérés dans le paragraphe précédent et à lui-même appartenant, aura volontairement causé un préjudice quelconque à autrui, sera puni de la réclusion. Celui qui aura communiqué l'incendie à l'un des objets énumérés dans les précédents paragraphes, en mettant volontairement le feu à des objets quelconques, appartenant soit à lui, soit à autrui, et placés de manière à communiquer ledit incendie, sera puni de la même peine que s'il avait directement mis le feu à l'un des dits objets. Dans tous les cas, si l'incendie a occasionné la mort d'une ou plusieurs personnes, se trouvant dans les lieux incendiés au moment où il a éclaté, la peine sera la mort.

1. Année 1832, page 149, note 1.

2. 6 décembre 1831 ; Supplément, page 2315.

de M. Comte est « adopté » (1). Quoi qu'il en soit, la rédaction de M. Comte n'a pas passé dans l'article 434 § 7.

Laissons cette question de langage et examinons les principaux points sur lesquels a porté la réforme du 28 avril 1832, en ce qui concerne notre sujet.

La modification capitale consiste en ce que cette loi, pour s'appliquer, exige la communication effective de l'incendie ; par voie de conséquence, le nouvel article 434 § 7 vise le cas où le feu, qui s'est communiqué, a été mis, non plus à des objets combustibles, mais à des objets « *quelconques* ». Et, en effet, comme il est dit très justement dans le Code pénal annoté de Dalloz (2) : « La loi de 1832 ayant exigé « que le feu ait été réellement communiqué, la question de combustibilité se trouvait tranchée, et il

1. *Discussion.* — *M. le président.* — M. Comte propose un amendement sur ce même article, qui consiste à mettre, au lieu de ces mots « communiqué l'incendie » celui-ci : « incendié ».

M. Comte. — La rédaction de la Commission est vicieuse, car ce n'est pas l'individu qui communique un incendie, mais l'objet incendié. Il faudrait donc dire : celui qui aura incendié l'un des objets.

M. Dumont, rapporteur. — La Commission insiste sur sa rédaction.

M. Comte. — Je crois qu'il vaudrait encore mieux dire : « Celui qui aura occasionné l'incendie. »

M. Renouard. — La rédaction proposée par la Commission a l'avantage d'exprimer plus clairement ce que l'on veut rendre.

L'amendement de M. Comte est adopté.

2. Dalloz. *Code pénal annoté*, art. 434.

« devenait dès lors indifférent que le feu eût été mis
« à des matières plus ou moins propres à le propa-
« ger. »

Enfin, tandis qu'en 1810, la peine de mort était toujours applicable, la loi de 1832 nous dit que l'incendie par communication sera puni de la même peine que si le feu avait été mis directement aux objets auxquels il a été communiqué, et, comme les peines édictées par les six premiers paragraphes de l'article 434, en matière d'incendie direct, oscillent entre la mort et la réclusion, on peut se rendre compte de l'atténuation qui résulte du nouvel article 434 en matière d'incendie par communication.

En 1863, l'article 434 a été un peu allongé (1) en matière d'incendie direct et par suite le champ d'application de l'incendie par communication s'est trouvé légèrement étendu (2).

1. « Cette loi (la loi du 13 mai 1863) a maintenu les principes admis
« en 1832, mais elle a comblé quelques lacunes que cette première
« réforme avait laissé subsister. C'est elle qui a puni l'incendie des
« voitures et des wagons, qui a assimilé l'incendie des pailles à celui
« des récoltes et qui, enfin, a prévu le cas où le propriétaire fait in-
« cendier sa chose par autrui. » (Garçon, *Code pénal annoté*, tome II.)

2. Voici l'article 434 tel qu'il a été remanié par la loi du 13 mai 1863 :
« Quiconque aura volontairement mis le feu à des édifices, navires
bateaux, magasins, chantiers, quand ils sont habités ou servent à l'ha-
bitation, et généralement aux lieux habités ou servant à l'habitation,
qu'ils appartiennent ou n'appartiennent pas à l'auteur du crime,
sera puni de mort.

« Sera puni de la même peine quiconque aura volontairement mis le

feu, soit à des voitures ou wagons contenant des personnes, soit à des voitures ou wagons ne contenant pas des personnes, mais faisant partie d'un convoi qui en contient.

« Quiconque aura volontairement mis le feu à des édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers, lorsqu'ils ne sont ni habités, ni servant à l'habitation, ou à des forêts, bois taillis ou récoltes sur pied, lorsque ces objets ne lui appartiennent pas, sera puni des travaux forcés à perpétuité.

« Celui qui, en mettant ou en faisant mettre le feu à l'un des objets énumérés dans le paragraphe précédent et à lui-même appartenant, aura volontairement causé un préjudice quelconque à autrui, sera puni des travaux forcés à temps.

« Sera puni de la même peine, celui qui aura mis le feu sur l'ordre du propriétaire.

« Quiconque aura volontairement mis le feu, soit à des pailles ou récoltes en tas ou en meules, soit à des bois disposés en tas ou en stères, soit à des voitures ou wagons chargés ou non chargés de marchandises, ou autres objets mobiliers ne faisant point partie d'un convoi contenant des personnes, si ces objets ne lui appartiennent pas, sera puni de travaux forcés à temps.

« Celui qui, en mettant ou en faisant mettre le feu à l'un des objets énumérés dans le paragraphe précédent, et à lui-même appartenant, aura volontairement causé un préjudice quelconque à autrui, sera puni de la réclusion.

« Sera puni de la même peine celui qui aura mis le feu sur l'ordre du propriétaire.

« Celui qui aura communiqué l'incendie à l'un des objets énumérés dans les précédents paragraphes en mettant volontairement le feu à des objets quelconques appartenant soit à lui, soit à autrui, et placés de manière à communiquer le dit incendie, sera puni de la même peine que s'il avait directement mis le feu à l'un des dits objets.

« Dans tous les cas, si l'incendie a occasionné la mort d'une ou de plusieurs personnes se trouvant dans les lieux incendiés au moment où il a éclaté, la peine sera la mort. »

CHAPITRE II

Eléments constitutifs de l'incendie par communication

Pour qu'il y ait incendie par communication, l'article 434 § 7 exige les conditions suivantes :

1° La volonté de mettre le feu à des matières quelconques appartenant ou non à l'incendiaire ;

2° La possibilité de la communication de l'incendie à l'un des objets visés dans les catégories de l'article 434 ;

3° La communication du feu à l'un des dits objets.

Nous allons reprendre chacune de ces conditions en essayant de les analyser le plus complètement et le plus clairement possible.

SECTION I

VOLONTÉ DE METTRE LE FEU A DES MATIÈRES QUELCONQUES APPARTENANT OU NON A L'INCENDIAIRE

Si l'individu avait mis le feu par imprudence, par inattention, à une matière quelconque, et que

l'incendie le communiquât ainsi à l'un des objets visés dans les six premiers paragraphes de l'article 434 du Code pénal, nous ne serions pas du tout dans l'hypothèse prévue par l'article 434 § 7.

Pour que celui-ci soit applicable, il faut l'intervention complète de la volonté de l'agent, en ce qui concerne l'incendie des matières qui doivent communiquer le feu ; cela ne présente aucune difficulté.

Les objets qui communiqueront le feu peuvent être « *quelconques* » ; ce seront peut-être des objets désignés dans les dispositions de l'article 434 ; mais cela n'est nullement nécessaire ; et, de même, peu importe que ces objets appartiennent à l'incendiaire ou à autrui. Nous avons dit plus haut, que le terme « *quelconques* » avait remplacé le mot « *combustibles* », et nous avons expliqué pour quelle raison. Par conséquent, il n'y a plus de question d'appréciation en ce qui a trait à la nature des matières devant communiquer le feu.

Jusqu'ici, donc, la loi est extrêmement simple ; mais, nous arrivons tout de suite à un point très délicat, sinon le plus délicat, du sujet que nous développons dans notre étude. L'article 434 § 7 n'exige-t-il pas la volonté, le désir de communiquer le feu, de la part de l'incendiaire ? La négative ne semble faire aucun doute, si l'on s'en tient aux termes stricts que nous trouvons dans la loi. En présence du langage de l'article 434 § 7, il paraît tout à fait impossible

de soutenir que celui-ci ne s'appliquera *que* s'il est démontré par la poursuite que l'agent a voulu communiquer l'incendie.

Et, d'ailleurs, reportons-nous aux travaux préparatoires de la loi de 1832. Un incident nous est, en effet, signalé à ce propos.

Le savant Cuvier, qui siégeait à la Chambre des Pairs, avait dit très justement : « D'après le projet de
« loi, c'est uniquement des vents que dépendra la
« gravité de la peine. Celui qui aura mis le feu par un
« temps calme, encourra une peine moindre pour la
« même action, que celui qui l'aura commise par un
« temps moins favorable. »

A quoi le garde des Sceaux avait répondu : « Il
« est vrai que, malgré toutes les précautions, quoique
« l'incendiaire n'ait voulu atteindre que sa propre
« chose, il peut arriver que le vent communique l'in-
« cendie. Il en subira la responsabilité. Il y a, déjà,
« une peine très grave, si l'incendie s'arrête à sa pro-
« priété. Si un accident porte le ravage un peu plus
« loin, quoique la volonté n'ait pas concouru à cette
« communication, comme déjà il y avait crime, per-
« versité dans la volonté, il supportera la responsa-
« bilité nouvelle des dommages qu'il pourra avoir
« occasionnés. »

M. Garraud, commentant l'article 434§ 7 et constatant qu'il n'exige pas la volonté de communiquer le feu, nous dit que « rien n'est plus juste » : « L'au-

« teur de l'incendie a connu la puissance de l'agent
« qu'il employait pour détruire même sa propre
« chose ; il a su que l'événement pouvait dépasser
« ses prévisions et ses désirs. Il a donc agi dans l'in-
« différence du résultat, et doit être considéré comme
« ayant accepté toutes les éventualités de son ac-
« tion (1). »

Dans la *Théorie du Code pénal*, de Chauveau, Faustin Hélie et Villey, nous voyons que ces savants auteurs s'inspirent pour défendre leur théorie, comme M. Garraud, d'ailleurs, des paroles prononcées par le garde des Sceaux en 1832 ; ils s'expriment ainsi :
« L'agent devait, dans ce système, prévoir toutes les
« conséquences de son action, non seulement ses
« conséquences immédiates, mais ses conséquences
« médiates et possibles (2). »

Pour Blanche (3), il semble difficile d'admettre, sans réserve, les termes employés par le garde des Sceaux, dans sa réponse à Cuvier ; après avoir cité cette réponse, le savant auteur des *Études pratiques sur le Code pénal* dit très justement à notre avis :
« Les raisons données par le ministre ne sont que
« spécieuses ; elles ne sont pas juridiques (4). »

M. Gautier, dans sa thèse sur le crime d'incendie,

1. Garraud, tome VI, page 305, n° 2626.

2. Tome VI, page 115.

3. *Études pratiques sur le Code pénal*, pages 571 et suivantes, t. VI.

4. Page 572.

s'exprime ainsi : « Il n'est pas nécessaire que l'auteur
« ait voulu la communication. Cela ressort d'une
« réponse faite au cours de la discussion, aux Cham-
« bres, par le garde des Sceaux, à un député qui l'in-
« terrogeait là-dessus (1). »

Dans le *Code pénal annoté* (2) de M. Garçon, nous lisons : « Il faut, sans doute, que le coupable ait mis
« volontairement le feu, mais il n'est pas nécessaire
« qu'il ait la double intention d'incendier la chose
« qui a communiqué le feu, et d'incendier celle à
« laquelle le feu a été communiqué. Ayant sciem-
« ment commis un crime d'incendie, il est respon-
« sable de toutes ses conséquences pénales. »

Et, maintenant, si nous nous reportons aux arrêts rendus en matière d'incendie par communication, nous pouvons voir que la jurisprudence partage entièrement l'avis de la doctrine. Les *Pandectes françaises* (3) citent, par exemple, une décision de la Cour de Cassation du 1^{er} juillet 1852 (4) : « Pour que
« celui qui a communiqué le feu à l'un des objets
« énumérés dans l'article 434 du Code pénal, soit
« punissable de la même peine que s'il y avait mis
« directement le feu, il suffit qu'il y ait eu volonté de
« mettre le feu où il a été mis effectivement, sans

1. Voir Gautier, page 210.

2. Tome II.

3. Au mot « Incendie », n° 166.

4. S. 1852.1.479.

« qu'il soit nécessaire qu'il y ait, en outre, de la
« part de l'accusé, volonté de le communiquer aux
« objets voisins. »

En somme, il n'y a aucun doute, la loi n'exige pas la volonté de communiquer le feu. Mais alors, si les dispositions de l'article 434, § 7, sont telles, c'est qu'elles font une application du *dol éventuel*. La théorie si subtile du dol éventuel nous paraît avoir été très bien présentée par Haus (1). Celui-ci commence par définir le *dol* : « Le dol (*dolus*) ou la résolution criminelle consiste dans l'intention d'enfreindre la
« loi pénale, dans la détermination de commettre
« une action dont on connaît la criminalité. Ainsi,
« la connaissance et la volonté sont les deux éléments
« constitutifs du dol (2). »

Un peu plus loin, Haus aborde l'étude du dol « en
« tant qu'il s'applique aux conséquences de l'ac-
« tion (3) ». Pour que l'individu soit responsable du dommage causé par son acte, il doit avoir *prévu* ce dommage, et il faut qu'il l'ait *voulu*. Voilà les deux éléments essentiels ; s'il n'a pas prévu ce dommage, mais qu'il ait pu le prévoir, Haus nous dit que l'agent n'est coupable, alors, que d'une simple faute ; s'il l'a prévu, mais sans l'avoir voulu, il y a une faute grave

1. Cours de droit criminel, pages 74 et suivantes.

2. Voir n° 125.

3. Voir n° 130.

qui se rapproche beaucoup du dol. C'est la « *culpa dolo proxima* » (1).

Ensuite Haus s'exprime ainsi : « Lorsque le mal
« causé est la conséquence *nécessaire* du fait qui l'a
« produit, ou bien, lorsque, sans avoir ce caractère,
« il en était néanmoins une conséquence *habituelle*
« de telle sorte que c'eût été un heureux hasard
« qu'elle ne se fût point accomplie, l'agent qui
« connaissait la nature et les circonstances de son
« action, doit en avoir prévu et voulu le résultat. »

Haus (2) distingue le *dol direct* qui se subdivise en *dol déterminé* et en *dol indéterminé*; et le *dol indirect* ou *éventuel*; celui-ci, Haus en développe la théorie, dans les termes que nous citons à l'instant (3). Et il ajoute encore : « En effet, bien qu'il (l'auteur)
« n'ait pas voulu directement et positivement la con-
« séquence qui est résultée de son action, cette con-
« séquence était cependant comprise indirectement
« ou éventuellement dans son intention (*dol indirect*
« ou *éventuel* » (4).

Le dol peut exister concurremment avec la faute :
« L'agent est coupable à la fois de dol et de faute,
« lorsque l'infraction intentionnelle a eu des consé-
« quences qu'il *n'avait point prévues*, ou qu'il n'a

1. Haus, n° 130.

2. N° 131.

3. Haus, n° 130.

4. Haus, page 80.

« *pas voulues*, quoiqu'elles fussent entrées dans ses
« prévisions (1). »

La théorie du dol éventuel nous est également exposée par Prins (2), dans son ouvrage remarquable intitulé *Science pénale et droit positif*. Abordant la question qui nous intéresse, Prins écrit : « Enfin, dans la
« troisième hypothèse (celle du dol éventuel), l'auteur
« est responsable des conséquences de son action,
« parce qu'il a voulu le résultat, non plus comme certain (ce qui est le cas du dol déterminé ou indé-
« terminé), mais comme probable ou possible. Il a
« accepté d'avance l'éventualité pour le cas où elle
« se réaliserait, et, dès lors, cette réalisation à laquelle
« il a consenti le rattache à sa volonté et est punie
« comme volontaire (3). »

Telle est la théorie du dol éventuel ; il est donc bien évident que l'article 434 § 7 en fait une application ; mais la grande difficulté est alors de décider si la disposition que nous étudions laisse place à l'admission de la preuve contraire.

Expliquons-nous. Voici un individu qui met volontairement le feu à des matières quelconques placées de manière à communiquer le feu à un édifice habité ; effectivement le feu le communique au dit édi-

1. Haus, page 83, n° 135.

2. Prins. *Science pénale et droit positif*, page 179, n° 503 et suivants.

3. N° 303, page 179.

fice habité. Il est bien évident, nous l'avons dit, que la poursuite n'aura pas à démontrer que l'individu voulait communiquer le feu à l'édifice en question. Mais l'agent pourra-t-il dire : « Je n'avais nullement
« l'intention de communiquer le feu à l'édifice ; mal-
« gré les apparences qui sont contre moi je n'ai
« même pas prévu que la communication du feu
« pourrait peut-être se produire ». Et, partant, aurait-il la faculté de prouver qu'en effet, il n'avait pas cette intention et que la prévision lui a été totalement étrangère en ce qui concerne la communication de l'incendie. Voilà la question considérable, essentielle, qui se pose en notre matière.

Disons tout de suite que nous admettons, pour l'individu, la possibilité de prouver qu'il n'avait pas l'intention de communiquer le feu.

Pour nous, l'article 434 § 7 fait bien une application de la théorie du dol éventuel, c'est entendu ; mais la loi ne fait que formuler une présomption ; elle présume qu'un individu ayant mis volontairement le feu à des matières quelconques disposées de manière à le communiquer, a voulu communiquer cet incendie, ou tout au moins, a prévu qu'il se communiquerait ; si la communication a eu lieu effectivement.

Mais, cette présomption doit tomber devant la preuve contraire ; comment condamner un individu pour un fait s'il est bien démontré qu'il n'a ni voulu ni prévu ce fait.

Evidemment, si les conditions exigées par l'article 434 § 7 sont toutes remplies, l'individu, s'il n'a pas absolument voulu la communication de l'incendie, l'aura presque toujours prévue, mais le contraire peut aussi se présenter; c'est pourquoi il nous semble que la preuve dont nous parlons, et qui sera souvent difficile à faire, doit être admise dans l'hypothèse prévue par l'article 434 § 7 du Code pénal.

Voyons, maintenant, ce qu'en pense la doctrine.

M. Garraud (1) refuse de voir dans l'article 434 § 7 une simple « présomption légale qui devrait tomber « devant la preuve contraire ». Et, plus loin : « La pénalité sera donc encourue, même dans le cas où « l'incendiaire aurait pris toutes les dispositions possibles pour que le feu ne se transmet pas (2). »

Dans ce dernier cas, nous sommes bien de l'avis de M. Garraud; car, si l'individu a pris des dispositions pour que le feu ne se transmet pas, c'est qu'il prévoyait cette transmission comme possible; M. Grenier (3) fait d'ailleurs la même réflexion; mais il se sépare de nous, en ce qu'il refuse à l'individu la possibilité de prouver qu'il ne voulait pas communiquer l'incendie; mais s'il n'admet pas la solution que nous défendons et qui, dit-il, « est peut-être équitable »,

1. Tome VI, page 305.

2. Page 306.

3. *L'incendie au point de vue pénal*, page 306.

c'est à cause des termes formels du texte « qui punit
« celui qui a communiqué l'incendie en mettant le
« feu à des objets quelconques placés de manière à
« communiquer le dit incendie (1). » Mais plus loin,
M. Grenier ajoutera (2) : « On ne pouvait aller plus
« loin dans l'application de la théorie du *dol éventuel*.
« Il est permis de se demander si le législateur,
« guidé par une sollicitude naturelle pour la vie des
« personnes, n'a pas dépassé la mesure. »

Pour Blanche (3), l'individu peut prouver qu'il n'a
pas voulu communiquer le feu ; pour défendre cette
opinion, qui est la nôtre, comme nous l'avons dit (4)
tout à l'heure, cet auteur s'appuie sur les paroles du
rapporteur de la loi de 1832, paroles prononcées de-
vant la Chambre des députés et que voici : « Par une
« présomption légale, que votre commission a jugée
« indispensable, la possibilité de la communication
« d'incendie suivie d'une communication effective,
« est considérée comme une preuve de l'intention. »

D'après Blanche, l'individu est présumé, *jusqu'à
preuve contraire*, avoir voulu la communication du
feu ; mais s'il ne fait pas cette preuve, l'article 434
§ 7 s'appliquera. Et très justement, Blanche s'exprime
ainsi : « Cette interprétation est loin de produire les

1. Page 142.

2. Page 143.

3. Code pénal, tome VI, pages 571 et suiv.

4. Voir *infra*.

« conséquences rigoureuses, redoutées par Cuvier et
« admises par le ministre de la Justice. La culpabi-
« lité du prévenu ne dépendra pas de la direction
« des vents. S'il parvient à établir qu'il n'a pas eu l'in-
« tentation de communiquer l'incendie, il sera renvoyé
« absous. La preuve qu'il aura faite détruira la pré-
« somption légale. Ainsi entendue, la loi est sage,
« et conforme aux règles de la justice distributive. »

Chauveau, Faustin Hélie et Villey (1) voient aussi dans la disposition de l'article 434, § 7, une présomption qui, comme « toute présomption, en matière
« criminelle, doit céder à la vérité (2). » Pour ces auteurs, les paroles prononcées par le Garde des Sceaux, à la Chambre des Pairs, « supposent évidemment
« que l'agent a pu prévoir toutes les suites de l'in-
« cendie, et qu'il n'a pas cherché à les prévenir ; c'est
« cette double négligence qui a été considérée comme
« un indice suffisant et peut-être même comme l'équi-
« valent d'une volonté criminelle ; mais il est néces-
« saire, du moins, qu'elle dérive des faits, car, s'il est
« établi que l'agent n'a pu prévoir la communica-
« tion et qu'il a pris des précautions pour en prévenir
« les effets, la base hypothétique de l'incrimination
« s'écroule immédiatement. »

En ce qui concerne l'appréciation donnée par

1. Tome VI, page 115.

2. Page 116.

Faustin Hélie, Chauveau et Villey, aux paroles du Garde des Sceaux, nous croyons, comme ces savants auteurs, « qu'elles supposent que l'agent a pu prévoir toutes les suites de l'incendie » ; mais nous n'allons pas plus loin ; car, nous le répétons, si l'individu cherchait à prévenir les suites de l'incendie, c'est qu'il les admettait comme possibles, et par conséquent qu'elles entraient dans ses prévisions. Cette réserve étant faite, nous constatons que Chauveau, Faustin Hélie et Villey se prononcent dans le même sens que nous en ce qui concerne l'admission de la preuve.

Et maintenant, abordons l'étude de la théorie fort intéressante, exposée par M. Garçon, dans son *Code pénal annoté* (1).

Pour M. Garçon, il faudrait, en somme, distinguer deux hypothèses bien déterminées.

Si l'individu se rend coupable d'un incendie prévu par l'un des six premiers paragraphes de l'article 434, et que le feu se communique, le dit individu tombe sous le coup de l'article 434 § 7, à condition, bien entendu, que le premier incendie soit volontaire et que la situation des objets soit bien telle que la prévoit le Code pénal. En ce cas, il n'est pas nécessaire que l'agent ait voulu la communication du feu ; « ayant sciemment commis un crime d'incen-

« die, il est responsable de toutes les conséquences
« pénales (1). » Et M. Garçon nous donne l'exemple
d'un paysan qui incendie sa grange assurée, pour tou-
cher le montant de l'assurance; si le feu se commu-
nique à la maison voisine, l'individu sera poursuivi
pour incendie par communication, et il ne pourra
pas prétendre qu'il avait l'intention exclusive de brû-
ler sa grange, et qu'il lui était impossible de prévoir
que le feu se communiquerait à l'immeuble voisin (2).
Et M. Garçon, au sujet du paysan en question, nous
dit : « Au moment où il allume volontairement un in-
« cendie qu'il savait criminel, il devait prévoir que le
« feu s'étendrait au delà de l'objet qu'il voulait spé-
« cialement détruire, et qu'il s'exposait ainsi à tou-
« tes les peines portées par l'article 434 (3). »

Mais, M. Garçon estime que cette théorie n'est
équitable et admissible, que si l'incendie des matiè-
res devant communiquer le feu et l'ayant effective-
ment communiqué, constitue lui-même un des crimes
prévus par les six premiers paragraphes de l'article
434. D'où, la nécessité de distinguer une seconde
hypothèse.

Celle-ci se présentera, si le premier incendie n'est
pas un acte criminel; si cet incendie volontaire, mais
non criminel, se communique à l'une des choses

1. Garçon, *Code pénal annoté*, tome II.

2. Voir Garçon, *Code pénal annoté*, tome II.

3. *Code pénal annoté*, tome II.

mentionnées dans les dispositions de l'article 434, l'agent ne sera responsable du crime d'incendie par communication que « s'il a eu la volonté de le commettre ». Et même, d'après M. Garçon, « une prévision plus ou moins vague de la possibilité de cette communication ne suffirait point pour constituer le crime prévu par ce paragraphe 7 ». Ce qu'il faut, c'est une intention criminelle, et, comme par hypothèse, le premier incendie ne tombe pas sous l'application de l'article 434, cette intention criminelle ne peut résider que dans ce fait que l'agent a voulu brûler la chose à laquelle le feu s'est communiqué(1).

Telle est, si nous l'avons bien comprise, la remarquable théorie que défend M. Garçon. Elle nous semble très équitable mais nous paraît assez difficile à admettre, en présence des termes employés dans l'article 434 § 7 du Code pénal ; cet article, en effet, ne distingue pas deux hypothèses, en quoi il a tort sans doute ; il ne nous parle que du cas où l'individu « aura communiqué l'incendie à l'un des objets énumérés dans les précédents paragraphes, en mettant volontairement le feu à des objets *quelconques* appartenant soit à lui, soit à autrui, et placés de manière à communiquer le dit incendie? »

Il nous semble, nous le répétons encore, que cet article établit une présomption ; et cela, soit que le

1. Voir Garçon, *Code pénal annoté*, tome II.

premier incendie constitue un fait indifférent, ou bien qu'il soit lui-même un des crimes prévus par les dix premiers paragraphes de l'article 434 du Code pénal. Et, pour nous, dans les deux cas, cette présomption doit tomber devant la preuve contraire, preuve qu'il sera sans doute beaucoup plus aisé d'établir, si le premier incendie ne tombe pas sous le coup de l'article 434.

Il est un arrêt qui donne pleinement raison à la théorie que nous défendons ; c'est celui que rendait la Cour de Cassation, le 14 juin 1849 (1) : « Le fait
« d'avoir communiqué l'incendie à l'un des objets
« énumérés dans l'article 434 du Code pénal, en met-
« tant le feu à des matières placées de façon à com-
« muniquer cet incendie, constitue non le crime
« prévu par le paragraphe 7 de cet article, mais le
« délit prévu par l'article 444 du Code pénal, lorsqu'il
« est établi que le prévenu ne prévoyait pas cette
« communication d'incendie. »

Dans l'espèce, il s'agissait de deux frères qui avaient mis volontairement le feu à des ajoncs épineux d'où il s'était communiqué à la forêt ; comme il avait été démontré que les deux accusés ne prévoyaient pas la communication du feu, et voulaient seulement agrandir le terrain destiné au pacage de leurs bestiaux, l'arrêt attaqué avait estimé que l'article 444 était ap-

1. D. 49.5.248.

plicable (1), et non l'article 434 § 7 ; la Cour de Cassation confirma cet arrêt : « Attendu qu'au premier de
« ces faits (que le feu ait été mis volontairement à
« des matières quelconques) est attachée la présomp-
« tion que son auteur en a prévu et dès lors, inten-
« tionnellement assumé les conséquences, soit néces-
« saires, soit éventuelles ; que cette présomption,
« qui sert de base à la qualification de ce mode spé-
« cial du crime d'incendie et à l'application d'une
« peine semblable à celle que comporte l'incendie
« direct des mêmes objets peut, comme toute autre
« présomption, être infirmée par la preuve con-
« traire. »

Il y a bien l'arrêt du 1^{er} juillet 1852 (2) que nous avons cité plus haut ; cet arrêt, on s'en souvient, avait annulé une décision de la Cour de Rennes qui n'avait pas voulu mettre en accusation Marie Steffaut, parce qu'il n'était pas établi qu'elle avait voulu communiquer le feu ; la Cour de Cassation, dans cet arrêt, ne nous contredit nullement ; en effet, dans l'espèce, l'accusée n'avait pas prouvé qu'il lui était absolument impossible de prévoir la communication du feu ;

1. Article 444. — Quiconque aura dévasté des récoltes sur pied ou des plants venus naturellement ou faits de main d'homme, sera puni d'un emprisonnement de deux ans au moins, de cinq ans au plus.

Les coupables pourront de plus être mis sous la surveillance de la haute police, pendant cinq années au moins et dix ans au plus.

2. S. 52.1.479.

c'est d'ailleurs ainsi que cet arrêt est apprécié par Blanche, dans son *Code pénal* (1).

SECTION II

POSSIBILITÉ DE COMMUNICATION DE L'INCENDIE A L'UN DES OBJETS VISÉS DANS LES CATÉGORIES DE L'ARTI- CLE 434 DU CODE PÉNAL

Cette seconde condition mérite d'être étudiée avec une attention particulière. C'est, en effet, parce que la possibilité de communication existe, que la loi présume l'intention, de la part de l'individu, de communiquer le feu. Il faudra donc constater, avec soin, dans l'instruction, la position des objets qui auront communiqué le feu, la distance qui les séparait des choses auxquelles l'incendie s'est communiqué, enfin les causes de cette communication (2).

Les *Pandectes françaises* rapportent un arrêt annulant la condamnation prononcée contre un individu, en vertu de l'article 434, parce qu'il n'avait pas été constaté par l'arrêt, que la maison qui appartenait au condamné, et à laquelle il avait mis le feu, était située de manière à communiquer le feu (Cassation, 5 octobre 1882) (3).

1. Tome VI, page 573.

2. Garçon, *Code pénal annoté*, tome II.

3. Voici cet arrêt au *Bulletin criminel*, n° 230. Nous en extrayons les passages suivants :

Cette possibilité de communication constituera souvent, d'après nous, une condition délicate et difficile à apprécier. Quelle doit être, en effet, la nature de cette possibilité ? La loi ne le dit pas ; qu'entend-

« Sur le deuxième moyen, tiré de la violation de l'article 434 du Code pénal ;

« Attendu que le demandeur Dô-Van-Sû était accusé d'avoir communiqué un incendie à des maisons habitées appartenant à autrui, « en mettant volontairement le feu à sa propre habitation, laquelle « était placée de manière à communiquer ledit incendie ;

« Attendu qu'il est énoncé par l'arrêt attaqué que, de la délibération de la Cour réunie aux assesseurs, sur la déclaration de culpabilité, résulte la preuve, que Dô-Van-Sû s'était rendu coupable « d'avoir mis volontairement le feu à sa propre maison, dans le but « de communiquer l'incendie à la maison de son voisin, lequel incendie a, par communication, brûlé vingt-deux maisons du village de « Dong-Son ;

« Attendu que, par ces motifs, Dô-Van-Sû a été condamné à quinze « années de travaux forcés, par application du paragraphe 1^{er} de l'article 434 du Code pénal, modifié par l'article 463 § 1^{er} du même « Code, et abaissant la peine de deux degrés, à raison des circonstances atténuantes ;

« Mais, attendu que la peine ainsi prononcée, n'est pas justifiée « par les constatations de l'arrêt attaqué ;

« Qu'en outre, il n'y est pas dit que la maison qui a communiqué « l'incendie fût placée de façon à le communiquer, et qu'ainsi, l'élément constitutif du crime prévu par le paragraphe 7 de l'article 434, « n'est pas non plus établi ;

« Attendu, dès lors, que la condamnation prononcée par l'arrêt attaqué, manque de base légale ;

« Par ces motifs, casse et annule l'arrêt de la Cour criminelle de « Mytho, en date du 15 juillet 1882. »

elle exactement par ces mots : « objets placés de « manière à communiquer ledit incendie ». On ne peut le dire, d'une façon bien certaine.

Mais, d'après nous, il ne s'agit pas d'une possibilité quelconque, plus ou moins vague, et comportant des chances de communication plus ou moins sérieuses ; car, alors, le pouvoir d'appréciation laissé pour l'examen de chaque espèce serait, en vérité, trop large.

D'ailleurs, la loi ne nous dit pas que les objets doivent être placés de manière à *pouvoir* communiquer (si nous employons le mot de *possibilité* c'est parce qu'il nous est commode) l'incendie, mais bien : *de manière à communiquer l'incendie*. Il faut donc, à notre avis, que la communication du feu soit, pour ainsi dire, logique ; la loi ne le dit peut-être pas expressément, mais c'est, croyons-nous, sa véritable pensée.

Cette interprétation paraît bien être confirmée, comme nous le verrons plus loin, et ainsi que le remarquent différents auteurs, par ce fait que l'article 434 § 7 exige, pour s'appliquer, la communication effective du feu. Si, en effet, il ne s'agissait que d'une possibilité quelconque de communication, la loi n'en parlerait pas, et elle aurait pleinement raison, car il lui suffirait, en ce cas, d'exiger la communication effective du feu ; du moment que celle-ci aurait eu lieu, c'est qu'elle aurait été possible, au sens vulgaire

du mot. Mais, au contraire, la loi réclame formellement, avec la communication effective du feu, une possibilité (nous avons dit pourquoi nous employions ce mot) de communication de l'incendie ; c'est donc que cette possibilité est d'un genre tout à fait spécial (1).

Néanmoins, et nous aurons l'occasion, de le redire plus d'une fois, la loi française n'emploie pas, en cette matière, des termes suffisamment précis.

Les objets « quelconques » doivent donc être placés de manière à communiquer le feu ; peu importe que cette situation soit, ou non, l'œuvre de l'incendiaire. Souvent, s'il s'agit d'objets mobiliers, ceux-ci auront été spécialement placés de manière à communiquer l'incendie ; mais très fréquemment, c'est un immeuble qui doit servir et sert effectivement à communiquer le feu, et, alors, dans ce cas, la situation qu'il occupe, ne provient généralement pas du fait de l'incendiaire.

Si ces objets mobiliers ou immobiliers, qui servent à communiquer le feu, peuvent être *quelcon-*

1. M. Gautier, citant le paragraphe de l'article 434, dit à propos des mots « et placés de manière à communiquer le dit incendie » : « Cette incidente est absolument superflue, puisque la communication effective, prévue par cet article, ne saurait avoir lieu, si les objets ne sont pas placés de manière à la produire » (page 209, note 2). C'est que M. Gautier ne prend pas cette « incidente » dans le même sens que nous.

ques, il n'en est pas de même de ceux auxquels le feu doit se communiquer.

Ceux-ci sont nettement indiqués par la loi qui se réfère aux six premiers paragraphes de l'article 434, où ils sont limitativement énumérés, ce sont d'ailleurs, ces mêmes objets dont le Code pénal punit l'incendie direct :

Incendie d'édifices, de navires, bateaux, magasins, chantiers, quand ils sont habités, ou servent à l'habitation, et généralement incendie des lieux habités, appartenant ou non à l'auteur du crime.

Incendie des voitures ou wagons contenant des personnes, ou n'en contenant pas mais faisant partie d'un convoi qui en contient.

Incendie d'édifices, de navires, bateaux, magasins, chantiers, lorsqu'ils ne sont ni habités, ni servant à l'habitation; incendie des forêts, bois taillis ou récoltes sur pied, lorsque ces objets n'appartiennent pas à l'auteur du crime.

Incendie de l'un des objets énumérés au paragraphe précédent, mais appartenant à l'incendiaire, si celui-ci par ce moyen a causé volontairement un préjudice à autrui.

Incendie de pailles ou récoltes en tas ou en meules; incendie de bois disposés en tas ou en stères; incendie des voitures ou wagons chargés ou non chargés de marchandises; incendie d'autres objets mobiliers ne faisant point partie d'un convoi conte-

nant des personnes, si ces objets n'appartiennent pas à l'incendiaire ;

Incendie des objets énumérés dans le paragraphe précédent, mais appartenant à l'incendiaire, si celui-ci, par ce moyen, a causé volontairement un préjudice à autrui.

SECTION III

COMMUNICATION EFFECTIVE DU FEU

Nous avons dit, dans la section II, que cette condition ne faisait pas double emploi avec la précédente, que même s'il y avait communication effective du feu, il n'y aurait pas lieu d'appliquer l'article 434 § 7, si les objets n'avaient pas été placés de manière à communiquer le feu, pour ainsi dire, fatalement.

Réciproquement, s'il y a possibilité de communication, il faut aussi une communication effective du feu, pour que s'appliquent les dispositions de l'article 434 § 7. « Il faut donc, pour que le crime soit con-
« sommé, que cet incendie ait été réellement com-
« muniqué, que l'objet ait été atteint par les flammes.
« C'est ce que reconnaissent les auteurs de la juris-
« prudence (1). »

Citons, à ce sujet, comme le fait aussi M. Garçon, un arrêt de la Cour de Cassation du 3 janvier 1846 (2)

1. Garçon. *Code pénal annoté*, tome II,

2. D. 46, 4. 140,

qui nous dit : « que le caractère du crime d'incendie
« par communication ne consiste pas seulement dans
« le fait d'avoir mis volontairement le feu à des ma-
« tières quelconques placées de manière à commu-
« niquer l'incendie à l'un des objets énumérés dans
« les paragraphes 1, 2, 3 et 5, mais principalement et
« surtout dans le fait d'avoir communiqué l'incendie. »

Remarquons le langage de la Cour de Cassation, pour elle, dans cet arrêt, le caractère du crime que nous étudions consiste « *principalement et surtout* » dans le fait d'avoir communiqué le feu ».

Constatons tout d'abord que cela n'eût pas été vrai avant 1832 ; car le Code de 1810, nous l'avons vu, n'exigeait pas la communication effective du feu.

Mais depuis 1832, cette condition est requise par l'article 434 § 7.

N'est-ce pas aller trop loin, cependant, que de considérer la communication effective du feu comme le principal élément du crime dont nous parlons. A notre avis, les deux autres conditions (situation occupée par les objets qui communiqueront le feu ; volonté de mettre le feu aux dits objets), sont bien aussi importantes ; nous considérons les trois éléments formant le crime d'incendie par communication, comme de valeur absolument égale, mais aussi comme des conditions tout à fait indivisibles pour constituer le crime consommé, le crime complet d'incendie par communication.

D'après nous, si la Cour de Cassation (ce n'est là qu'une impression toute personnelle de notre part), dans l'arrêt du 3 janvier 1846, attache une importance prépondérante à la communication effective du feu, c'est qu'elle ne considère pas la seconde condition (possibilité de communication de l'incendie) exigée par l'article 434 § 7, dans le sens où elle nous paraît devoir être prise, c'est-à-dire dans le sens de « possibilité logique » de communication du feu.

En ce qui concerne la communication effective du feu, comme condition requise par l'article 434 § 7, M. Garçon signale aussi un arrêt du 1^{er} juillet 1852 décidant « que pour le crime, il faut que la communication ait été possible, qu'elle ait eu lieu réellement, « et que le feu ait été mis volontairement (1).

Une question se pose au sujet de la communication effective du feu.

Faut-il, pour que le crime soit consommé, que le feu non seulement ait été communiqué, mais encore, qu'il ait occasionné des ravages? C'est, à peu près dans ces termes que M. Garraud soulève le problème (2). Et cet auteur continue (3) : « La question « se ramène toujours à savoir quel est le caractère « du crime d'incendie, au point de vue de sa consom-

1. Garçon. *Code pénal annoté*, tome II.

2. Garraud. Tome VI, page 307.

3. Page 308.

« mation. Ce qu'il importe, en effet, de remarquer,
« c'est que l'incendie par communication n'a pas, à
« ce point de vue, une physionomie à part. Sans doute
« « tout le crime est dans la communication du feu »,
« mais la question est de savoir quand il y a com-
« munication effective réelle. » Nous estimons que
ce problème sort de notre cadre, puisqu'en fin de
compte, il s'agit de savoir quand le crime d'incen-
die, en général, peut être considéré comme consommé.

Cette question a été traitée tout au long par les
auteurs (1).

Néanmoins, nous ferons encore allusion à cette
question, en traitant de la tentative dans l'incendie
par communication (2).

1. Voir : Garraud, tome VI, pages 263 et suivantes ; Blanche,
tome VI, n° 536 ; Chauveau, F. Hélie et Villey, tome VI, n° 2524 ; Rol-
laud de Villargues, *Les Codes criminels*, sur l'art. 434, n° 8 ; Gro-
nier, thèse sur l'incendie, page 149.

2. Voir le chapitre suivant

CHAPITRE III

La tentative, dans l'incendie par communication

Étant donné que la communication effective du feu est un élément tout à fait constitutif du crime d'incendie par communication, et même d'après certains arrêts, l'élément primordial et prépondérant (voir l'arrêt du 3 janvier 1846), on pourrait être porté à croire que la tentative de ce crime est inconcevable. Cependant, il n'en est rien, il ne faut pas oublier, en effet, l'article 2 du Code pénal : « Toute tentative
« de crime qui aura été manifestée par un commen-
« cement d'exécution, si elle n'a été suspendue, ou
« si elle n'a manqué son effet que par des circons-
« tances indépendantes de la volonté de son auteur,
« est considérée comme le crime même. »

Comme le fait remarquer M. Garçon (1), la tentative de tout crime est punissable, en principe, car la portée de l'article 2 est générale.

Aussi, tous les auteurs admettent-ils sans hésiter,

1. *Code pénal annoté*, tome 1^{er}, article 2, n° 10.

la tentative, dans l'incendie par communication (1).

Il y a, en somme, deux cas dans lesquels peut se présenter la tentative de l'incendie par communication.

On peut supposer, d'abord, que l'individu a mis le feu volontairement à des matières quelconques placées de manière à le communiquer ; mais, au moment où la communication va se produire, un tiers éteint l'incendie ; dans cette hypothèse, il y a bien tentative punissable, puisque l'individu a fait tout ce qu'il dépendait de lui pour communiquer le feu.

Mais il y a un autre cas : c'est celui où l'agent a seulement cherché à mettre le feu aux matières placées de manière à le communiquer. Ces deux hypothèses sont bien distinguées dans les *Pandectes françaises* (2) et dans Blanche (3).

M. Garraud, faisant allusion à la tentative du crime d'incendie par communication, signale à ce sujet deux particularités ; tout d'abord, nous dit-il, l'individu ne sera mis en accusation pour cette tentative que s'il voulait communiquer le feu à l'une des choses énumérées dans l'article 434, car toute tentative est « le résultat d'une *intention déterminée* ».

1. Chauveau, Faustin Hélie et Villey, tome VI, page 119, n° 25559 ; Blanche, tome VI, page 574, n° 532 ; Garraud, tome VI, page 307, n° 2629 ; Garçon. *Code pénal annoté* tome II.

2. N° 175.

3. Tome VI, page 574, n° 532.

Dans une seconde remarque M. Garraud signale la difficulté qu'il y a à distinguer l'acte préparatoire du commencement d'exécution (1).

Nous trouvons, au sujet de cette seconde remarque, une étude fort intéressante dans l'ouvrage de M. Garçon (2) : « La véritable difficulté, dit ce savant « auteur, sera dans cette hypothèse surtout, de déter-
« miner la limite qui sépare l'acte préparatoire, le
« commencement d'exécution et le crime consommé. »

Pour M. Garçon, le crime d'incendie par communication sera consommé, lorsque le feu aura atteint la chose que l'agent voulait brûler ; ce cas se présentera, par exemple, si l'individu ayant mis le feu à des fagots adossés à une maison, la porte de celle-ci a commencé à brûler.

Il y aura commencement d'exécution si le feu a été mis par le coupable aux matières qui devaient le communiquer : « Si les secours parviennent à cir-
« conscrire le fléau avant que le feu ait été réelle-
« ment communiqué, le commencement d'exécution
« ayant été interrompu, ou n'ayant manqué son effet
« que par des circonstances indépendantes de la vo-
« lonté de l'auteur, la tentative sera légalement cons-
« tituée. »

Au sujet de la difficulté qu'il y a, de distinguer

1. Garraud, page 308, n° 26296.

2. *Code pénal annoté*, tome II.

l'acte préparatoire et le commencement d'exécution, presque tous les auteurs signalent un arrêt que nous jugeons indispensable de rapporter *in extenso* (1) :

Une femme Vilmenot avait pratiqué dans la cheminée du four d'une maison lui appartenant et louée par elle aux époux Ponsot, une ouverture, à 1 mètre 30, au-dessus du foyer et à 30 centimètres au-dessous de la toiture en chaume ; dans cette ouverture, elle avait introduit un fagot de paille qui touchait d'un côté au chaume de la couverture, et de l'autre à la cheminée ; et ce, dans l'intention avouée de brûler la maison ; dès que le four serait chauffé par la femme Ponsot, le feu prendrait, sans aucun doute.

Telle était l'espèce.

La Cour de Dijon avait refusé d'appliquer l'article 434 et l'article 2 du Code pénal, ne voyant dans l'action de la femme Vilmenot qu'un simple acte préparatoire et non un commencement d'exécution.

La Cour de Cassation se montra d'un avis différent et cassa l'arrêt de la Cour de Dijon :

« Attendu que l'individu qui a tout préparé et disposé pour qu'au moment donné le feu prenne nécessairement, soit de lui-même, soit par le concours innocent d'une main étrangère, n'est pas moins coupable que celui qui allume personnellement et directement le feu ;

1. Cour de Cassation, 20 juillet 1861 (D. 61.1.405).

« Attendu que, des faits reconnus au procès, il
« résulte que l'action criminelle préméditée par la
« femme Vilmenot avait reçu toute la suite dont elle
« était susceptible, de son fait ; qu'elle n'avait plus,
« pour assurer la consommation du crime, rien à
« ajouter aux dispositions prises pour produire d'une
« manière fatale et presque inévitable l'incendie de
« sa maison ; que ce qui pouvait rester d'éventuel et
« d'incertain dans l'événement ne dépendait plus
« d'elle ; qu'en conséquence, loin qu'un tel ensem-
« ble de circonstances ne présente pas les éléments
« constitutifs de la tentative, soit le commencement
« d'exécution, il constitue l'exécution elle-même,
« dans tout ce qui pouvait relever de la résolution
« et du fait de la prévenue ;

« Attendu que, cette résolution s'étant montrée
« persévérante jusqu'à la fin, la tentative n'a manqué
« son effet que par des circonstances indépendantes
« de la volonté de son auteur (1). »

Sous l'arrêt se trouve une note ayant trait à la difficulté que soulevait l'espèce en question : Est-ce qu'un individu ne doit pas être considéré comme coupable, lorsqu'il se contente de laisser agir les circonstances, qu'il est certain de voir se réaliser dans le sens où il les a amenées, par son propre fait ? C'est, comme le fait très justement remarquer l'auteur de

1. D. 1861.1.405.

la note, non seulement le cas de l'incendie qui se présentait dans l'arrêt de 1861 ; mais ce serait encore le cas d'un individu préparant un breuvage empoisonné, à portée d'une personne ; cet individu ne présentant pas lui-même ce breuvage à la personne en question, mais espérant bien qu'elle s'en servira. Et l'auteur de la note ajoute : « Il nous semble qu'il n'y a guère à hésiter ; le crime simplement préparé est celui dont l'exécution exige encore le concours du criminel ; mais, lorsque par suite des combinaisons prises par le criminel, la consommation du crime ne dépend plus de lui et est devenue inévitable à moins de circonstances imprévues, il y a plus qu'une préparation, il y a une véritable tentative. »

Revenons spécialement à la tentative de l'incendie par communication ; avec l'arrêt de 1861, et pour montrer que l'article 434 § 7 exigeant la communication effective du feu, ne déroge cependant pas à l'article 2 du Code pénal, c'est-à-dire laisse place à la tentative, on cite parfois un arrêt du 28 mai 1830, mais cette décision ne vient nullement appuyer la thèse que l'on expose, puisqu'il a été rendu sous l'empire de la rédaction de 1810, et qu'avant la révision de 1832, l'article 434 § 7, n'exigeait pas comme élément constitutif de l'incendie par communication, la communication effective du feu.

Quoi qu'il en soit, et actuellement il est bien évi-

dent que le crime d'incendie par communication comporte une tentative ; l'hypothèse où le feu a été mis aux matières combustibles ne présente pas de difficultés, au moins en principe ; mais le second cas que nous avons distingué (1), nous paraît beaucoup plus compliqué. Dans l'espèce que nous avons rapportée tout au long (2), l'intention de communiquer le feu était bien constatée. Mais il ne sera pas toujours fort aisé de constater cette intention ; aussi, ne faut-il pas oublier ce que dit M. Garraud dans les termes que nous citons plus haut : « L'individu ne sera
« mis en accusation pour cette tentative, que s'il
« voulait communiquer le feu à l'une des choses
« énumérées dans l'article 434, car toute tentative est
« le résultat d'une *intention déterminée*. »

D'ailleurs, ce que dit M. Garraud est tout à fait compatible avec la thèse que nous avons défendue, au sujet du dol éventuel et de l'admission de la preuve contraire. L'article 434 § 7 édicte une présomption lorsque le feu a été mis volontairement à des matières quelconques placées de manière à le communiquer ; mais à condition qu'il ait été effectivement communiqué ; la loi, dans ce cas, nous l'avons dit, présume que l'individu avait l'intention de communiquer le feu ; si ledit individu parvient à prouver

1. Voir *infra*.

2. D. 1861.1.405.

qu'il n'avait en fait *aucune* intention de communiquer le feu, la présomption de la loi devient caduque.

Mais, s'il n'y a que tentative, la présomption de la loi ne peut plus intervenir puisque cette présomption ne peut résulter que de trois éléments (Volonté de mettre le feu aux premiers objets. Situation des objets. Communication effective du feu) dont par hypothèse un, au moins (communication effective du feu), fait défaut. Il faudra donc que l'intention de l'individu, au sujet de la communication du feu, soit nettement établie et déterminée.

CHAPITRE IV

Peines applicables au crime d'incendie par communication

D'après l'article 434 § 7, l'individu coupable du crime d'incendie par communication, sera passible des mêmes peines qu'il aurait encourues, en incendiant directement la chose qu'il a préféré brûler par communication. Ce système est tout à fait logique et on ne peut que l'approuver; au point de vue de culpabilité, qu'importe, en effet, que le criminel ait incendié la chose directement ou indirectement; la gravité de l'infraction est absolument la même.

Seulement, il faut, ici encore, distinguer deux hypothèses.

Dans le crime d'incendie par communication, il y a en réalité, deux incendies différents : celui des matières quelconques placées de manière à communiquer le feu, et celui des objets auxquels il s'est effectivement communiqué. Le second incendie est toujours punissable; le premier peut être un acte indifférent aux yeux de la loi pénale; mais, il peut

aussi constituer l'un des crimes prévus dans les dispositions de l'article 434. D'où, deux cas distincts.

Occupons-nous, tout d'abord, de l'hypothèse la plus simple : le second incendie est seul punissable. On se référera, alors, aux paragraphes de l'article 434, concernant l'incendie direct, et selon les cas, l'individu encourra l'une des peines suivantes : mort, travaux forcés à perpétuité, travaux forcés à temps, réclusion. On appliquera donc l'un des six premiers paragraphes de l'article 434 ; mais on pourra aussi, il ne faut pas l'oublier, appliquer la disposition finale de l'article 434, ainsi conçue : « Dans tous les cas, si
« l'incendie a occasionné la mort d'une ou de plu-
« sieurs personnes se trouvant dans les lieux incen-
« diés, au moment où il a éclaté, la peine sera la
« mort (1). »

L'incendie par communication étant puni des mêmes peines que l'incendie direct, il s'ensuit que dans un incendie d'édifice, la peine capitale ne sera applicable qu'autant que ledit édifice était habité ou servait à l'habitation (2). Un arrêt du 22 septembre 1836 a fait une application de cette idée (3). « La peine de
« mort ne peut être prononcée pour un fait d'incen-
« die d'édifices appartenant à autrui, si, de plus, le

1. Art. 434, § 8.

2. Dalloz. *Répertoire de Législation* : Dommage, Destruction, Dégradation, page 485, n° 98.

3. S. 1837.1.499.

« jury n'a pas déclaré que ces édifices étaient habi-
« tés ou servaient à l'habitation. La Cour, vu l'arti-
« cle 434 du Code pénal, notamment en ses paragra-
« phes 1, 2 et 7.

« Attendu que, d'après les dispositions contenues
« en cet article, paragraphes 1 et 7, la peine de mort
« ne peut être appliquée au crime d'incendie ou de
« communication d'incendie, que dans les cas où le
« feu aurait été mis à des *édifices*.
« habités ou servant à l'habitation ; attendu que,
« d'après la question posée au jury, et sur laquelle
« est intervenue une réponse affirmative, on a inter-
« rogé le jury sur le point de savoir s'il a été com-
« mis une tentative de communication d'incendie à
« *un édifice appartenant à autrui*, sans qu'il soit dit
« que cet édifice fût habité ou servant à l'habitation.
« Attendu, néanmoins, que la Cour d'assises de l'Aube
« a déclaré le paragraphe 1^{er} applicable aux faits ainsi
« déclarés, et prononcé la peine de mort contre Ma-
« rie-Jeanne Préaux ; en quoi, il a été commis une
« fausse application de cet article 434 du Code pénal,
« § 1^{er}
« Casse., etc. »

De même, comme le font remarquer Chauveau,
Faustin Hélie et Villey (1), les paragraphes 3 et 6
de l'article 434 ne seront applicables, en notre ma-

1. Tome VI, page 120.

tière, que si les objets auxquels a été communiqué l'incendie, n'appartenaient pas à l'agent. Et ainsi des autres dispositions de l'article 434.

Comme nous (1), et d'ailleurs, comme tous les auteurs, Faustin Hélie, Chauveau et Villey estiment que le système de la loi est très logique (2) : « Le paragraphe 7 porte que le coupable sera puni de la même peine que s'il avait directement mis le feu à l'un des objets auxquels l'incendie a été communiqué. Il suit de là que le crime est le même dans ces deux hypothèses ; le moyen d'exécution, seul, est changé ; le feu, au lieu d'être mis directement, arrive indirectement par la communication d'un autre incendie, mais le fait, en lui-même, conserve son caractère propre d'après la nature de l'objet incendié ; les règles applicables à l'incendie direct de cet objet s'appliquent donc également à ces incendies communiqués. Le paragraphe 7, en se référant aux paragraphes précédents, suppose d'ailleurs cette application. » (Code pénal, tome 6, page 120, n° 2560).

Mais, nous avons à parler, maintenant, de la seconde hypothèse qui peut se présenter en notre matière : il s'agit du cas où l'incendie des matières qui doivent communiquer le feu, constitue, lui-même, un crime prévu par l'article 434. En pareil cas, on devra poursuivre cumulativement les deux faits ; mais il y aura

1. Voir *infra*.

2. Code pénal, tome VI, page 120, n° 2560.

lieu de faire application de l'article 365 du Code d'Instruction criminelle(1). (Voir Blanche et Dutruc.) (2).

Dans leur ouvrage, Chauveau, Faustin Hélie et Villey supposent les cas où un individu aurait mis le feu à des récoltes en tas, pour atteindre une forêt, ou à un bâtiment non habité, pour atteindre une maison habitée, ou encore à l'habitation assurée de l'agent pour communiquer l'incendie à une maison contiguë.

Dans le premier cas, l'agent devrait encourir la peine des travaux forcés à temps, pour l'incendie direct et celle des travaux forcés à perpétuité pour le second.

Dans le second cas, ce devrait être la peine des travaux forcés à perpétuité pour le premier incendie, et la peine de mort pour le second.

Enfin, dans la troisième hypothèse, le premier incendie serait frappé des travaux forcés à temps ; et le second de la peine de mort, si la maison à laquelle le feu s'était communiqué était habitée.

Dans tous les cas, la peine la plus forte sera seule appliquée, selon les dispositions de l'article 365 du Code d'Instruction criminelle.

1. Art. 365, Instruction criminelle : Si ce fait est défendu, la Cour prononcera la peine établie par la loi, même dans le cas où, d'après les débats, il se trouverait n'être plus de la compétence de la Cour d'assises.

En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte sera seule prononcée.

2. Tome VI, page 652, n° 533.

CHAPITRE V

Questions à poser au jury, en matière d'incendie par communication.

Avant d'aborder les points spéciaux concernant l'incendie par communication, il est bon, croyons-nous, de rappeler le système de la loi française, en ce qui concerne le système général de la position des questions au jury.

« D'après la législation de 1791, dit M. Garraud (1),
« les questions devaient être posées au jury de ma-
« nière que chaque réponse n'impliquât qu'une ap-
« préciation *unique* et que la déclaration fût *circons-*
« *tanciée*. Pour arriver à ce résultat, deux ordres de
« questions étaient nécessairement posées, les unes
« sur la *matérialité* du fait, les autres sur sa *moralité*.
« Sur la matérialité, on demandait : « *Tel fait est-*
« *il constant ? L'accusé en est-il l'auteur ?* » Sur la mo-
« ralité : « *L'accusé a-t-il agi volontairement ? A-t-il*
« *agi avec intention ?* etc. »

Le Code de Brumaire amplifia ce système ; il fal-

1. *Précis de droit criminel* (10^e édition), page 823.

lait diviser les caractères les plus simples de chaque fait ; d'où un nombre incalculable de questions dans lesquelles se perdaient les malheureux jurés.

Puis, on rencontre, dans notre législation, le système des *questions complexes* qui consistait à réunir dans la même question tous les éléments les plus différents, c'est-à-dire le fait matériel lui-même, la culpabilité et toutes les circonstances comprises dans l'accusation (1).

Ce système avait des inconvénients considérables, car le jury pouvant avoir un avis différent sur chacun des éléments compris dans la question, ne savait s'il devait répondre affirmativement ou négativement. S'il se décidait à affirmer, c'était, pour le coupable un châtiment exagéré ; s'il niait, l'accusé bénéficiait d'une impunité imméritée (2).

« La pratique, dit M. Garraud, corrigea la loi, ou
« plutôt elle ne l'appliqua pas. On profita de ce que
« le procédé de l'article 337 n'était pas prescrit à
« peine de nullité pour permettre aux présidents
« d'assises de diviser les questions, et ceux-ci usèrent
« constamment de cette faculté. La loi du 9 septem-
« bre 1835 établit, quant au chiffre de la majorité,
« une distinction entre le fait principal et les cir-
« constances aggravantes ; il devint, dès lors, *léga-*

1. Garraud. *Précis*, page 823.

2. Voir Garraud. *Précis*.

« *lement impossible de confondre, dans une même*
« *question, le fait principal et les circonstances ag-*
« *gravantes. Ainsi, se trouva fondé, par voie de con-*
« *séquence, un système qui fut consacré directement*
« *par la loi du 13 mai 1836 (1).* »

D'après cette loi, du 13 mai 1836, on doit poser autant de questions qu'il y a de faits principaux et de circonstances aggravantes.

Mais, comme le fait remarquer M. Garçon (2), cette loi exigeait qu'on réunît dans la même question principale tous les éléments constitutifs, et ce, à peine de nullité. Cette exigence a disparu depuis la loi du 9 juin 1853; désormais, si l'on pose plusieurs questions sur les éléments constitutifs du crime, on ne risquera pas de voir annuler le verdict (3).

Appliquons ces règles au crime d'incendie par communication. Les éléments constitutifs de ce crime, nous le savons, sont au nombre de trois: la volonté de mettre le feu à des objets quelconques; le fait que ces objets étaient placés de manière à communiquer le feu à l'un des objets mentionnés dans l'article 434 du Code pénal; la communication effective du feu à l'un des objets mentionnés dans les paragraphes de l'article 434.

Par conséquent, la communication du feu n'est

1. Garraud, *Précis*, pages 823 et 824.

2. *Code pénal annoté*, tome II.

3. Garçon, *Code pénal annoté*, tome II.

pas une circonstance aggravante; donc, elle peut être comprise dans la question principale sans qu'il y ait vice de complexité, et avant 1853, il fallait même que le fait de cette communication fût compris dans la question principale (1).

Mais, comme le font remarquer (2) les auteurs, la peine applicable à l'incendie par communication, variant suivant la nature de la chose à laquelle le feu a été communiqué, si la nature de cette chose est aggravante, et non constitutive du crime, il faudra poser à ce sujet, et, sous peine de nullité, une question distincte de la question principale (Voir à ce sujet un arrêt du 16 janvier 1845) (3).

1. Garraud, tome VI, n° 2630, page 309 et la note.

Voir aussi, à ce sujet, l'arrêt du 3 janvier 1846 (D. 1846.4.140.)

2. Blanche et Dutruc (tome VI, p. 653). Garraud, tome VI, p. 309.

3. *Bulletin*, n° 14. — Annulation sur le pourvoi du nommé Marie Thuau, d'un arrêt rendu par la Cour d'assises du département de la Loire-Inférieure, le 15 décembre dernier.

.
Vu les articles 434 du Code pénal, 341, 345, 347 du Code d'Instruction criminelle;

Attendu que le premier de ces articles prévoit, dans des paragraphes différents, le cas où l'édifice incendié sert ou à l'habitation, ou à une réunion de citoyens, et celui où cette circonstance n'aggrave ni le fait, ni la peine;

Attendu que la division nécessitée par cette distinction dans les questions à poser au jury, entre le fait principal d'incendie, auquel se rapporte le premier paragraphe de l'article précité, et la circonstance aggravante d'habitation, doit également avoir lieu en ce qui

Mentionnons aussi un arrêt du 11 avril 1845 (1), et un arrêt du 13 avril 1848 (2).

concerne la communication d'incendie, objet du septième paragraphe dudit article, et par lui assimilée, quant à ses conséquences pénales, au fait d'incendie direct;

Attendu, dès lors, qu'en formulant en ces termes la question dont la solution affirmative a servi de base à la condamnation : « Angéli-
« que Tabareux est-elle coupable d'avoir mis volontairement le feu à
« un magasin placé de manière à communiquer l'incendie à des édi-
« fices habités ? etc... », la Cour d'assises de la Loire-Inférieure a compris dans un seul et même contexte, le fait principal et la circonstance aggravante, admis l'un et l'autre par le jury dans une seule et même réponse.

1. *Bulletin*, n° 132.

Attendu, quant au crime d'incendie, que l'article 434 du Code pénal, distingue essentiellement le cas où les édifices auxquels on aura volontairement mis le feu, soit directement, soit par l'intermédiaire d'objets placés de manière à communiquer l'incendie, sont habités ou servent à l'habitation, du cas où les édifices ne sont ni habités, ni destinés à l'habitation; que dans le premier cas, la loi applique au crime d'incendie la peine capitale, tandis que dans le second, il entraîne seulement la peine des travaux forcés à perpétuité; qu'ainsi, la circonstance que le bâtiment incendié est habité ou sert à l'habitation est une circonstance aggravante qui doit faire l'objet d'une question distincte..

Attendu que, dans l'espèce, la seconde question soumise au jury comprenait, dans un seul contexte, le fait d'avoir, par le feu mis à la grange, communiqué l'incendie à une maison appartenant à autrui, et la circonstance que cette maison était habitée; et qu'en réunissant ainsi dans une question complexe le fait principal et la circonstance aggravante, la Cour d'assises du département de la Corrèze a violé les lois précitées.

2. *Bulletin*, n° 115.

Au sujet des questions à poser au jury, M. Garçon s'exprime ainsi : « Le jury doit, enfin, constater expressément l'intention criminelle de l'accusé. « La formule générale : « N... est-il coupable », serait « ici insuffisante. Il faut que le verdict reconnaisse « formellement que l'incendie a été volontaire.

« Spécialement, la Cour de cassation a annulé « une question ainsi conçue : François Jaubert est-
« il coupable d'avoir, dans la nuit du 24 au 25 du
« mois d'août 1849, à Montpont, communiqué l'incen-
« die à un édifice appartenant au sieur David, en
« mettant le feu à un édifice lui appartenant, et si-
« tué de manière à le communiquer (1) ? » (Cass., 13
juin 1850).

1. Voir Garçon, *Code pénal annoté*, tome II.

Voici l'arrêt en question (V. 1850 5. page 281) :

La Cour. — Vu les articles 410 du Code Instr. Cl^o, et 434 Code pénal, § 7. — Attendu qu'aux termes du § 7 de l'article 434, Code pénal, celui qui aura communiqué l'incendie à l'un des objets énumérés dans les précédents paragraphes, en mettant volontairement le feu à des objets quelconques appartenant soit à lui, soit à autrui, et placés de manière à communiquer ledit incendie, sera puni de la même peine que s'il avait directement mis le feu à l'un des objets. Qu'ainsi, le fait de la volonté est un élément constitutif du crime spécifié par cet article dans son paragraphe 7, et que l'auteur de cet incendie n'est passible des peines qu'il prononce qu'autant que c'est volontairement qu'il a mis le feu qui a communiqué l'incendie. Attendu que sur le troisième chef de l'accusation portée contre le demandeur, le seul à l'égard duquel la réponse du jury soit affirmative, la question qui lui était soumise était posée en ces termes : « François Jaubert est-il cou-

Enfin si le premier incendie, c'est-à-dire celui qui a servi à communiquer le feu, constitue aussi un fait punissable, il y aura, nous l'avons dit, deux crimes différents : un incendie direct et un incendie par communication. Il faudra donc, en ce cas, présenter séparément les deux faits au jury, sans quoi, il y aurait complexité interdite (1).

Telles sont les principales règles concernant la position des questions au jury, en matière d'incendie par communication.

M. Garraud nous dit que les jurés pourront, par exemple, être interrogés de la façon suivante :

« N... est-il coupable d'avoir (ici, la date), communiqué l'incendie à... en mettant volontairement le feu à des objets placés de manière à communiquer ledit incendie ? » S'il y a une circonstance aggravante (fait que la maison était habitée, par exemple) on posera une question distincte :

« Ledit incendie a-t-il été communiqué à la mai-

« pable d'avoir, dans la nuit du 24 au 25 du mois d'août 1849, à Mont-
« pont, communiqué l'incendie à un édifice appartenant au sieur Da-
« vid, en mettant le feu à un édifice lui appartenant et situé de ma-
« nière à communiquer l'incendie ? »

Que, dans cet état, la question ne mentionnant que la circonstance matérielle de l'incendie, le jury n'a point été mis à même de s'expliquer sur le fait de la volonté nécessaire pour caractériser le crime, Casse l'arrêt.

1. Garraud, page 309. — Blanche et Dutruc, p. 653, n° 534.

« son habitée ou servant à l'habitation appartenant à...? » (1)

On remarque, dans les exemples donnés par M. Garraud, que, dans la même question, se trouvent réunis le fait que le feu a été mis à des objets placés de manière à le communiquer et le fait qu'il a été effectivement communiqué.

C'est que, dans cette hypothèse, l'incendie des premiers objets qui devait servir à communiquer le feu, ne constituait pas lui-même un des crimes prévus dans les catégories de l'article 434 du Code pénal.

En effet, comme le dit très justement M. Garçon (2):
« Si le coupable a mis le feu à un objet dont l'incendie n'est pas, par lui-même, punissable, on pourra,

1. Voir Garraud.

2. *Code pénal annoté*, tome II.

N. B. — Avant de quitter l'étude de l'incendie par communication dans le droit français, nous croyons intéressant de rapporter ici un jugement qui vient d'être rendu, tout récemment, sur un crime d'incendie par communication.

(Voir: le *Petit Champenois*, journal quotidien de la Haute-Marne, n° 5680 et 5681, Assises de la Haute-Marne de septembre 1909.)

Nous ne citons, de l'acte d'accusation, que le passage suivant:

« La grange de G..., dans laquelle l'incendie a été allumé le 19 avril 1909, était située dans un même corps de bâtiment appartenant à celui-ci et aux sieurs N... et R...

« Cette grange était placée de manière à communiquer l'incendie à un grand nombre de constructions réunies avec elle dans un même groupe ou n'en étant séparées que par de très faibles intervalles.

« Parmi les constructions auxquelles l'incendie a été communiqué,

« pensons-nous, comprendre dans la question principale, les circonstances qui spécifient la nature du crime et qui en forment aussi les éléments constitutifs, puisque s'ils ne se trouvaient pas réalisés, le crime cesserait d'exister ».

« les unes, au nombre de onze, constituaient des édifices ne servant pas à l'habitation, et appartenant à la dame R..., à la veuve B..., au sieur G...J., au sieur L..., au sieur F..., au sieur B..., au sieur G...D., et au sieur N... Les autres, au nombre de dix, constituaient des maisons habitées ou servant à l'habitation, ou en étaient des dépendances et appartenaient, etc.

« En conséquence, etc. »

Dans l'espèce, l'accusé niait les faits qui lui étaient reprochés; après la plaidoirie de M^e G..., R... est condamné à vingt ans de travaux forcés.

En ce qui concerne cet incendie, trente et une questions avaient été posées au jury, au sujet de la communication.

(Voir: *le Petit Champenois* du 1^{er} octobre 1909. n^{os} 5680 et 5681.)

DEUXIÈME PARTIE

L'INCENDIE PAR COMMUNICATION DANS LE CODE PÉNAL BELGE

CHAPITRE PREMIER

Notions historiques.

Jusqu'en 1867, la Belgique était régie par le Code pénal français ; mais on demandait déjà depuis longtemps une révision de cette législation. Ce Code, en effet, « ne répondait plus aux nécessités sociales et « n'était plus en rapport avec les progrès de la science. « Reflet d'une époque de révolution et de guerres, « produit d'un pouvoir despotique, il présentait une « excessive sévérité et une extrême énergie dans la « répression. La pénalité n'y était pas en rapport « avec la criminalité intrinsèque des infractions (1) ».

Une commission fut alors chargée d'étudier un nouveau projet de Code : elle comprenait entre autres

1. *Pandectes belges*. Encyclopédie, au mot « Code pénal », n° 5.

membres, deux hommes dont les travaux, en matière pénale, sont remarquables, nous avons nommé MM. Haus et Nypels. Le 8 juin 1867, la Belgique eut son Code pénal.

Le Code belge a pris pour base « cette idée que la
« société, quand elle punit, ne doit pas uniquement
« avoir en vue de fournir un exemple, de frapper de
« terreur, mais qu'elle doit, *avant tout*, faire un acte
« de justice, en édictant une juste réparation du tort
« moral et matériel causé, en infligeant une peine
« propre à corriger, à améliorer le coupable et à le
« ramener dans la voie du devoir; d'où le double but
« poursuivi dans la pénalité : celui de l'*intimidation*,
« mais surtout celui de l'*amendement* du coupable (1). »

Le Code pénal belge a suscité l'admiration de bien des criminalistes français et étrangers. Parmi ces derniers, citons en particulier Lacointa, qui nous dit (2) : « Mais c'est la Belgique, imitée le 15 octobre 1879 par le Grand Duché de Luxembourg, qui
« a vraiment inauguré le travail profond de rénovation des lois pénales. Sans rompre la trame du
« Code de 1810, elle l'a notablement amélioré par
« la législation du 8 juin 1867. »

Néanmoins, certains jurisconsultes ne partagent

1. *Pandectes belges*, « Code pénal », n° 12.

2. Introduction du *Code pénal Italien*, page xxvi.

pas cette admiration. M. Edmond Picard, en 1881, estimait que le nouveau système pénal n'était qu'un « replâtrage malheureux » du Code de 1810 qui « s'en allait en morceaux » ; pour cet auteur, le Code de 1867 a « déjà un air vieillot, au regard des théories qui, « chaque jour, se révèlent davantage » (1).

Quoi qu'il en soit, le Code pénal belge contient, en bien des cas, des dispositions fort intéressantes. En matière d'incendie, et notamment, d'incendie par communication, puisque c'est ce point qui nous occupe, nous allons voir que ses conceptions sont extrêmement équitables (2).

Le Code de 1810, nous l'avons vu, n'édicte qu'une peine, la mort, pour le crime d'incendie ; le Code belge fait de nombreuses distinctions, car, s'il est vrai que l'incendie est toujours un crime très grave, néanmoins il affecte des modes très variés, dans chacun desquels la culpabilité de l'individu, l'alarme causée, le préjudice sont très différents (3).

Aussi, les pénalités du Code belge applicables en matière d'incendie, comprennent suivant les cas : les travaux forcés de 15 à 20 ans ; les travaux forcés de 10 à 15 ans ; la réclusion : l'emprisonnement

1. *Pandectes Belges*, n° 45, en note.

2. « Les incendies volontaires jugés, sont plus nombreux en France qu'en Belgique » Henri Joly, *La Belgique criminelle*, page 17.

3. Nypels. *Législation criminelle de la Belgique*, tome 3, p. 514, n° 58.

d'un an à 5 ans et l'amende de 50 ou 200 francs à 1.000 francs ; l'emprisonnement de 6 mois à 3 ans et l'amende de 50 francs à 500 francs ; l'emprisonnement de 3 mois à 2 ans et l'amende de 26 francs à 200 fr. ; l'emprisonnement de 8 jours à 3 mois et l'amende de 26 francs à 500 francs, ou une de ces peines seulement ; dans ce dernier cas, il s'agit de l'incendie causé par négligence ou imprudence (1).

En ce qui concerne spécialement le crime d'incendie par communication, le Code pénal belge possède deux dispositions ; les articles 516 et 517, qui ont fait l'objet d'importantes discussions, au moment de leur élaboration.

Nous nous étendrons assez longuement sur ces discussions, car nous pensons qu'il est indispensable de les connaître, pour comprendre la portée des articles 516 et 517.

Dans « l'Exposé des motifs » adressé au ministre de la Justice, M. Haus distinguait le cas où l'incendiaire avait volontairement mis le feu à des objets placés de manière à le communiquer, avec l'intention de le communiquer, (ce qui ne présentait aucune difficulté) ; et celui, beaucoup plus délicat, où l'incendiaire avait volontairement mis le feu à des objets quelconques placés de manière à le communi-

1. *Pandectes belges*, « Incendie », n° 5.

Nypels, *Code pénal interprété*, tome 3.

quer, mais sans intention de le communiquer (1).

Les discussions sont rapportées dans la *Législation criminelle de la Belgique* (2) de Nypels. — Comme nous l'avons dit, nous y reviendrons maintes fois.

Après bien des difficultés, on adopta les deux dispositions qui constituent les articles 516 et 517, et que voici :

ART. 516.

Celui qui, dans l'intention de commettre l'un des faits prévus aux articles 510, 511 et 512, aura mis le feu à des objets quelconques placés de manière à le communiquer à la chose qu'il voulait détruire, sera puni comme s'il avait mis ou tenté de mettre le feu à cette dernière chose.

ART. 517.

Lorsque le feu se sera communiqué de l'objet que le coupable voulait brûler à un autre objet dont la destruction emporte une peine plus forte, cette dernière peine sera prononcée si les deux choses étaient placées de manière que l'incendie a dû nécessairement se communiquer de l'une à l'autre.

1. *Législation criminelle de la Belgique*, tome 3, pages 519 et suivantes.

2. Tome 3.

CHAPITRE II

Commentaire des articles 516 et 517

Ces deux articles ont donc trait uniquement à l'incendie par communication ; cela peut paraître, tout d'abord, assez singulier, surtout si l'on se reporte aux dispositions de la loi française qui ne consacre à la matière qu'un petit paragraphe perdu dans la longue énumération de l'article 434.

Et cependant, nous allons le voir, les articles 516 et 517 ont, chacun, leur utilité propre, prévoient, chacun, une hypothèse particulière.

Nous allons commenter séparément ces articles, puis nous en ferons la comparaison.

SECTION I

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 516

L'article 516 est très simple ; il vise le cas où l'individu, au lieu de mettre directement le feu à l'un des objets mentionnés dans les articles 510, 511, 512, préfère atteindre le même résultat, en se servant de

l'intermédiaire d'objets placés de manière à communiquer l'incendie à la chose qu'il veut détruire.

Les dispositions auxquelles se réfère l'article 516 sont les suivantes :

ART. 510.

Seront punis des travaux forcés de quinze à vingt ans, ceux qui auront mis le feu : à des édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers ou tous autres lieux quelconques, servant à l'habitation et contenant une ou plusieurs personnes au moment de l'incendie. — A des édifices servant à des réunions de citoyens, pendant le temps de ces réunions, à tous lieux, même inhabités, si, d'après les circonstances, l'auteur a dû présumer qu'il s'y trouvait une ou plusieurs personnes au moment du crime.

ART. 511.

Seront punis des travaux forcés de dix à quinze ans, ceux qui auront mis le feu soit aux objets désignés à l'article 510, mais hors les cas prévus par cet article, soit à des forêts, bois taillis ou récoltes sur pied.

Toutefois, si ces objets appartiennent exclusivement à ceux qui les ont incendiés, et que le feu ait été mis dans une intention méchante et frauduleuse, les coupables seront punis d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 200 à 1.000 francs.

ART. 512.

Seront punis de la réclusion ceux qui auront mis le feu à des récoltes coupées ou à des bois abattus et mis en tas ou en stères. Si les bois abattus n'ont pas été réunis, la peine sera un emprisonnement d'un an à cinq ans et une amende de 50 francs à 500 francs.

Si ces récoltes ou ces bois appartiennent exclusivement à ceux qui les ont incendiés et que le feu ait été mis dans une intention méchante ou frauduleuse, les peines seront :

Dans le premier cas prévu par le présent article, un emprisonnement de six mois à trois ans et une amende de 50 francs à 500 francs.

Dans le second cas, un emprisonnement de trois mois à deux ans et une amende de 26 francs à 200 francs (1).

Notons, en passant, une différence fort importante entre le Code français et le Code belge. Notre législation punit de peines très fortes, puisqu'elles vont jusqu'à la mort, le crime d'incendie considéré en lui-même. Le Code belge édicte, pour le même crime, des peines relativement faibles.

Mais, c'est que, comme le dit Nypels : « La peine

1. Voir Nypels, page 501.

portée par l'article 510 est celle du crime d'incendie en lui-même. « Si le crime a eu des résultats, « s'il a causé des blessures ou la mort, il y a concours « idéal de crimes, dont l'article 518 détermine spécialement la peine (1). »

Les peines édictées par l'article 518 sont, suivant les cas, la réclusion, les travaux forcés ou la mort.

Faisant allusion à la différence que nous venons de signaler entre les deux Codes, Nypels ajoute : « En France, les faits prévus par notre article sont inva-
riablement punis de mort, même alors qu'ils n'ont eu aucun de ces résultats (mort ou blessures). »
« C'est une conséquence du principe de l'article 2 qui punit la tentative du crime de la même peine que le crime consommé (2). »

On sait que, contrairement au système français, la tentative est punie, en Belgique, de la peine immédiatement inférieure à celle du crime même.

L'article 516 vise le cas, avons-nous dit, où l'individu commet l'un des crimes prévus aux articles 510, 511, 512 ; seul, le mode d'exécution diffère ; le feu est mis par communication, au lieu de l'être directement (3).

Les objets qui doivent communiquer le feu peuvent

1. Nypels, page 493.

2. Nypels, page 493.

3. Nypels, *Commentaire*, page 520, tome 3.

être « quelconques » ; il n'est plus nécessaire, comme en 1810, qu'ils soient « combustibles (1). »

Ces objets doivent être « placés de manière à communiquer » le feu ; enfin, la dernière condition qui est, à notre avis, la plus importante, et qui caractérise, peut-on dire, l'article 516, consiste en ce que l'individu doit avoir désiré la communication du feu ; cette intention doit être bien déterminée ; et alors, le crime sera complet s'il y a eu, effectivement, communication du feu ; il ne sera que tenté si, après un commencement d'exécution, le crime n'a pas été consommé, par suite de l'intervention d'un tiers, ou grâce à des circonstances indépendantes de la volonté de l'incendiaire.

Les peines applicables au criminel seront donc celles édictées par les articles que nous avons cités (2), car « la moralité de l'acte est la même dans « les deux hypothèses, et les résultats peuvent être « identiques ; il faut donc que la peine aussi soit la « même (3). »

1. *Pandectes belges*, n° 102 bis.

2. 510, 511, 512.

3. Nypels, *Commentaire*, tome 3, page 520, n° 1.

SECTION II

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 517 (1).

Cet article, les auteurs en font presque tous la remarque, est difficile à comprendre à la lecture ; pour en bien saisir le sens et la portée, il faut se référer surtout aux travaux préparatoires.

Pour que s'applique l'article 516, nous l'avons constaté, il faut que l'incendiaire ait eu l'intention *déterminée* de communiquer le feu.

Dans l'article 517, le mot « intention » ne figure pas ; cette disposition aurait-elle trait à un incendie par communication absolument fortuit ? Il n'en est rien, nous allons le voir.

Reportons-nous, en effet, aux discussions qui eurent lieu dans les Assemblées, au moment de l'élaboration des articles 516 et 517.

A la Chambre des Représentants (session de 1860, 1861), M. Pirmez faisant le rapport, au nom de la Commission, s'exprimait ainsi :

« Toute la difficulté se concentre sur le point de

1. Art. 517. — Lorsque le feu se sera communiqué de l'objet que le coupable voulait brûler à un autre objet dont la destruction emporte une peine plus forte, cette dernière peine sera prononcée, si les deux choses étaient placées de manière que l'incendie a dû *nécessairement* se communiquer de l'une à l'autre.

« savoir ce qu'il faut décider, lorsque l'agent a voulu
« brûler certaines choses, et que le feu s'est commu-
« niqué à d'autres biens dont l'incendie est frappé de
« peines plus graves.

« La question se résume à décider, s'il y a là, en
« ce qui concerne cet incendie médiat, un dol, ou
« simplement une faute, très grave d'ailleurs ; ou, en
« d'autres termes, si l'agent doit être considéré comme
« ayant voulu cet incendie » (1).

M. Pirmez disait alors, qu'il ne s'occupait que du cas où la communication du feu apparaissait inévitable, et ce, d'après la situation des lieux ; l'agent ayant connu cette situation avait évidemment jugé que la communication serait fatale. Cela ne veut pas dire qu'il avait voulu formellement cette communication, mais il l'avait prévue ; et nous retombons alors dans la théorie si subtile du *dol éventuel*.

M. Pirmez disait textuellement :

« Il (l'agent) a prévu les conséquences ; les a-t-il
« voulues ? Il ne les a pas recherchées : mais peut-on
« admettre qu'il ne les ait pas acceptées ? Si l'on con-
« çoit qu'un mal ne soit attribué qu'à la faute, même
« lorsque la possibilité en a été prévue, pourvu que
« le fait originaire ne soit ni un crime, ni un délit,
« et vienne établir la légèreté et l'irréflexion, peut-il
« en être ainsi dans le cas actuel ? »

1. Nypels. *Législation criminelle*, p. 560, n° 66.

Et M. Pirmez concluait, en affirmant l'utilité et la nécessité de la peine, en même temps que la légalité de la répression (1).

Lors de la discussion, à la Chambre des Représentants, M. Van Humbeeck critiquait le projet tendant à consacrer deux paragraphes au crime d'incendie par communication, il demandait la suppression de la seconde disposition et voulait une nouvelle rédaction de la première.

M. Coomans proposait de garder les deux paragraphes, mais de rendre, dans le second, la peine facultative; la justice apprécierait.

Nous allons retrouver M. Pirmez (2); à propos du futur article 517, il dira ceci : « La Commission fait
« une distinction. Si, par la situation des lieux, l'agent
« a dû nécessairement prévoir que par le cours naturel des choses, le feu se communiquerait à d'autres choses, il est responsable de ces incendies
« consécutifs.

« Si, au contraire, cette prévision nécessaire n'existe
« pas chez lui, ou si les choses sont disposées de
« telle manière que l'incendie ne doit pas, d'après la
« marche ordinaire des faits, se propager, il n'est pas
« responsable de cet incendie consécutif. »

Examinons, maintenant, les conditions exigées par l'article 517.

1. Voir Nypels, pages 560 et suivantes.

2. Voir Nypels, page 653, n° 76.

§ 1. — Volonté de mettre le feu aux premiers objets.

Cette condition est bien évidente ; elle ressort, d'ailleurs, nettement, des termes employés par l'article 517, « lorsque le feu se sera communiqué de « l'objet que le coupable voulait brûler ».

Les *Pandectes* prennent comme exemple le cas où l'individu brûle sa propre maison pour dépouiller une Compagnie d'assurance ; de là le feu va se communiquer à la maison voisine qui ne lui appartient pas.

L'individu, dans ce cas, a bien mis le feu *volontairement* à sa propre maison.

§ 2. — Situation particulière des objets.

Les choses auxquelles le feu a été mis volontairement et celles auxquelles il s'est communiqué devaient être placées de manière que l'incendie a dû *nécessairement* se communiquer des premières aux secondes.

L'article 517 semble ne pas exiger l'intention de communiquer le feu, ou du moins, il n'en parle point ; mais, c'est parce qu'il la présume. Et pourquoi la présume-t-il ? Parce que, les seconds objets étaient placés dans une telle situation par rapport aux premiers, que la communication du feu devait *nécessai-*

rement s'accomplir, et que, partant, l'individu a dû prévoir cette communication.

Remarquons bien, c'est essentiel, l'adverbe employé par le Code belge : *nécessairement*. Il y a là beaucoup plus de précision, cela est indéniable, que dans notre Code français qui se contente d'exiger que les matières auxquelles l'agent a mis le feu, aient été placées de manière à communiquer l'incendie ; nous avons bien dit (1) que, d'après nous, la situation des objets devait être telle que la communication apparût comme forcée ; mais, ce n'est là qu'une interprétation à laquelle nous devons, croyons nous, être conduits par les autres conditions exigées dans l'article 434, § 7. Avec le Code belge, il n'y a pas lieu à controverse sur ce point spécial.

Pour continuer à raisonner sur l'hypothèse choisie par les *Pandectes belges* (2), supposons que la maison assurée, et incendiée par son propriétaire, soit voisine d'une maison appartenant à autrui (3).

Pour que l'article 517 soit applicable, la maison appartenant à autrui doit être, en principe, extrêmement proche de la première. Quoi qu'il en soit, si la situation des deux maisons est bien identique à celle visée par l'article 517 ; l'incendiaire sera présumé avoir prévu la communication du feu.

1. Voir notre « Première partie ».

2. N° 109.

3. Voir *infra*.

Nous avons dit que c'était là une application du *dol'éventuel* (1).

Donc, l'article 517 édicte une présomption.

Les *Pandectes belges* (2) rapportant les termes employés par Nypels, nous disent que « ce n'est pas
« une présomption légale comme le pensait le rap-
« porteur de la loi française, en 1832, à la Chambre
« des députés, mais une présomption naturelle qui
« résulte de la nature même de l'acte et de la volonté
« coupable avec laquelle il a été commis.

« Or, en matière criminelle, il n'y a pas de pré-
« somption *juris et de jure*, comme en matière civile,
« on ne tranche pas la tête à un individu sur une
« présomption de culpabilité, sans en admettre la

1. *Pandectes belges*, n° 111 : « D'ailleurs le fait que l'article 517 s'applique sans qu'il soit nécessaire de prouver la volonté expresse de l'agent, en ce qui concerne la communication du feu, est nettement affirmé dans le rapport de la Commission de révision ; il est aussi affirmé dans le rapport de la Commission de la justice au Sénat, par M. le baron Dellafaille (voir : *Législation criminelle de la Belgique*, p. 688, n° 39 : « Appelée à se prononcer sur la proposition du ministre de la Justice, d'ajouter au texte proposé un article supplémentaire (devenu l'art. 517) la Commission a estimé que cet article réglait un cas qui ne se trouvait pas autrement prévu dans le Code, celui où l'incendie se communiquerait *sans la volonté* de l'agent, mais par une conséquence nécessaire de son fait, à quelque objet dont la destruction est plus grave. Ce résultat du crime lui a paru devoir être pris en considération, tout comme l'homicide causé par l'incendie, sans la volonté du coupable. »

2. N° 110.

« preuve contraire ; toute présomption, quelque forte
« qu'elle soit, doit céder à la vérité » (1).

Ce sera, naturellement, à l'individu, d'établir qu'il n'a pas prévu la communication du feu ; cette preuve sera sans doute souvent difficile à faire ; l'impossibilité de la prévision pourra résulter des circonstances ; par exemple (2) si l'on peut prouver que l'accusé « a
« choisi un temps calme pour brûler sa maison qui
« n'était pas contiguë à la maison voisine ; qu'il a pris
« toutes les précautions en son pouvoir pour prévenir la communication du feu ; qu'il a fait tous ses
« efforts pour concentrer le feu dans sa maison, qu'il
« a averti le voisin dès que l'incendie a éclaté chez
« lui, mais que par un coup de vent subit, les flammes ont été portées sur la maison voisine... » (3).

En ce qui concerne le fait que l'individu a pris des précautions pour prévenir la communication du feu, nous ne partageons pas absolument l'avis exprimé dans les *Pandectes*. Car, comme nous l'avons déjà dit (4), si l'individu a pris tant de précautions pour empêcher le feu de se communiquer, c'est donc qu'il prévoyait la communication, qu'il l'acceptait comme possible.

1. Nypels, *Législation criminelle*, tome 3.

2. *Pandectes*.

3. Voir : *Pandectes* et Nypels, tome 3, page 520.

4. Voir notre Première partie.

§ 3. — Communication effective du feu.

Cette communication effective est un des éléments de la présomption contenue dans l'article 517 : « Ainsi, « la possibilité de la communication d'incendie suivie d'une communication effective, est considérée « en général comme une preuve d'intention (1) ».

SECTION III

COMPARAISON ENTRE LES ARTICLES 516 ET 517.

De l'étude que nous venons de faire des articles 516 et 517 du Code pénal belge, il ressort une différence essentielle entre ces deux dispositions ; dans l'article 516, on exige l'intention bien déterminée de communiquer le feu, tandis que l'article 517 se contente de présumer cette intention.

Nous remarquons, d'ailleurs, que dans l'article 516, il suffit que les objets « soient placés de manière à communiquer le feu », tandis que, dans l'article 517, il faut que les deux choses aient été placées de manière que l'incendie ait dû « nécessairement » se communiquer (2).

L'article 516 n'exige pas la communication effec-

1. *Pandectes belges*, n° 110.

2. Voir : *Pandectes belges*, n° 112.

tive du feu, ce qui se comprend fort bien, puisque l'intention de l'individu est nettement déterminée ; dans l'article 517, au contraire, la communication effective du feu est requise.

Pour bien comprendre la portée des articles 516 et 517, prenons deux exemples empruntés aux *Pandectes belges* (1) :

1° *Cas prévu par l'article 516.* — Un individu veut brûler une maison servant à l'habitation et dans laquelle se trouve une personne quand l'incendie éclate ; au lieu de mettre le feu directement à cette maison, l'individu incendie des bois abattus, placés contre ladite maison. La peine prévue par l'article 510 sera donc applicable, c'est-à-dire les travaux forcés de quinze à vingt ans. Si, par suite d'une circonstance indépendante de la volonté de l'auteur, la maison ne brûle pas, il y aura concours de délits : tentative d'incendie de la maison ; et, incendie consommé de bois abattus ; on appliquera la peine la plus forte, qui sera celle de la tentative.

2° *Cas prévu par l'article 517* (2). — Supposons que l'individu désire seulement brûler des bois abattus ; mais ceux-ci sont placés contre la porte de la maison dont nous parlions tout à l'heure ; de telle façon que le feu se communique effectivement à cette

1. N° 113 et suivants.

2. *Pandectes belges*, n° 115.

maison. La peine de l'article 510, étant la plus forte, sera prononcée, sauf si l'agent parvient à établir qu'il n'a pu en aucune façon prévoir la communication du feu à la maison.

Au sujet des questions à poser au jury, nous ne trouvons rien de particulier à signaler.

Cependant, voici ce que disent les *Pandectes*, au sujet de l'article 517 (1): « Il a été décidé que le président des assises n'étant pas tenu de diviser les éléments essentiels d'un crime unique et d'en faire l'objet de questions distinctes, il lui est permis, sur une accusation d'incendie, de réunir dans une même question ces deux faits: que le feu s'est communiqué d'un objet à un autre, et que tous deux étaient disposés de manière à rendre cette communication inévitable (2). »

Cet arrêt est rapporté dans la *Pasicrisie belge* (3), citons-le: « Considérant qu'aux termes de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation, bien que la construction à laquelle le feu a été mis se composât de plusieurs bâtiments servant à des usages divers, le fait d'incendie n'en constituait pas moins un chef unique d'accusation; qu'il n'y avait donc pas lieu de poser au jury des questions spéciales portant

1. Au mot « Cour d'assises », n° 2516.

2. Cassation, 19 juin 1877.

3. Année 1877, page 268.

« séparément sur l'incendie de chacun desdits bâtiments.

« Considérant qu'aucune disposition légale n'impose au Président des assises, le devoir de diviser les éléments essentiels d'un crime unique et d'en faire l'objet de questions distinctes ; qu'en conséquence, rien n'empêchait ce magistrat de comprendre dans une même question la double circonstance constitutive du crime prévu par l'article 517 du Code pénal.

« Considérant, au surplus, que des questions distinctes ont été soumises au jury, concernant les circonstances aggravantes de ce crime, celles notamment, que le crime a été commis pendant la nuit, que le bâtiment auquel le feu a été communiqué était une maison habitée, et qu'il contenait, au moment de l'incendie, une ou plusieurs personnes. Qu'il suit de ce qui précède, que les questions soumises au jury n'étaient entachées d'aucune irrégularité, etc...

« Rejette... »

CONCLUSION

Ainsi se termine l'étude que nous avons entreprise du crime d'incendie par communication.

Le Code français ne consacre que quelques lignes à ce sujet ; l'incendie par communication n'étant qu'un simple moyen d'arriver à l'exécution de l'un des crimes prévus dans l'article 434 ; mais, de cette extrême concision, résulte en définitive une grande obscurité.

Il est bien évident, tout d'abord, que notre législation mêle deux hypothèses ; celle où l'individu a l'intention bien déterminée de communiquer le feu, et celle où cette intention est probable, mais non certaine.

Pour la première hypothèse, nous n'avons aucune critique à adresser à la loi française ; l'individu voulant mettre le feu à certains objets, au lieu d'agir directement, les incendie par l'intermédiaire d'autres objets ; il est très équitable, dans ce cas, de le punir absolument comme s'il avait commis un incendie direct des objets qu'il a brûlés par communication.

Mais, dans la seconde hypothèse, la loi française devient beaucoup plus sévère. D'abord, comme il est très difficile, en ce cas, de connaître d'une manière indubitable l'intention de l'incendiaire, on va seulement la présumer. — Soit. — Mais admettra-t-on la preuve contraire ? La loi n'en dit rien, d'où nous l'avons vu, des difficultés considérables d'interprétation.

En outre, la loi se contente, dans cette hypothèse comme dans la première qui est toute différente, de demander que « les objets soient placés de manière « à communiquer l'incendie » ; là encore, il y a lieu à discussion.

Notre loi n'est pas assez précise.

Au contraire, le Code belge nous semble beaucoup plus explicite.

Pour lui, le crime d'incendie par communication est un genre particulier d'incendie qui ne doit pas être mêlé aux autres dispositions concernant ce crime, comme dans le Code français. L'incendie par communication est susceptible de revêtir deux aspects différents : l'intention de l'individu au sujet de la communication peut être nettement affirmée ; ou bien, cette intention peut n'être que présumée.

Dans le premier cas (art. 516), aucune difficulté ; la punition sera la même que si l'incendie avait été direct ; dans le second, comme l'intention de l'individu n'est que présumée, on exigera que « les deux

« choses aient été placées de manière que l'incendie
« ait dû *nécessairement* se communiquer de l'une à
« l'autre. »

Par conséquent, nous le répétons, la législation belge nous semble de beaucoup supérieure à la nôtre, en ce qui concerne le crime d'incendie par communication ; elle est plus précise, plus équitable, et ne laisse pas tant de place aux discussions extrêmement délicates et subtiles que soulève l'article 434, § 7 du Code pénal français (1).

1. Voir le cours de Doctorat de M. Le Poittevin (*Étude du préjudice* ; année 1907-1908). M. Le Poittevin y exposant le système de notre article 434, § 7, et celui du Code belge ne cache pas sa préférence pour ce dernier.

APPENDICE (1)

L'incendie par communication dans les Codes étrangers autres que le Code belge

ALLEMAGNE (2).

Art. 306. — Sera puni de la réclusion, comme incendiaire, celui qui aura volontairement mis le feu :

1° A un édifice destiné à des réunions du culte ;

2° A un édifice, bateau, ou navire, ou à une cabane servant à l'habitation ;

3° A un lieu servant temporairement de séjour à des personnes, si le feu y a été mis à une époque où des personnes avaient coutume d'y séjourner.

Art. 308. — Sera puni de la réclusion, pendant dix ans, ou plus, comme incendiaire, celui qui aura volontairement mis le feu à des édifices, bateaux ou navires, cabanes, mines, magasins, provisions de marchandises déposées sur

1. Nous n'avons pas la prétention de passer en revue toutes les législations étrangères, mais seulement celles qui nous ont paru particulièrement intéressantes ; nous citerons pour celles-ci même les articles qui ont trait à l'incendie direct, mais auxquelles se réfèrent ceux qui visent spécialement l'incendie par communication.

2. *Annuaire de Législation étrangère*, année 1871, page 160, t. 1.

des places publiques à ce destinées, provisions de produits agricoles, matériaux de construction ou combustibles, récoltes sur pied ou coupées, forêts ou tourbières, sans distinguer si ces objets étaient la propriété d'autrui ou celle de l'incendiaire, pourvu, dans ce dernier cas, qu'ils fussent par leur nature et leur situation, propres à communiquer l'incendie à l'un des édifices ou lieux désignés à l'article 306, n^{os} 1 à 3, ou à l'un des objets ci-dessus désignés, appartenant à autrui. En cas de circonstances atténuantes, la peine ne pourra être inférieure à six mois d'emprisonnement.

Art. 310. — L'auteur de l'incendie ne sera pas poursuivi s'il a éteint le feu avant qu'il ait été découvert, et avant qu'il en soit résulté un dommage autre que la combustion destiné à servir de foyer à l'incendie.

AUTRICHE (1).

Art. 147. — Celui qui entreprend une action, dans le dessein d'occasionner un incendie dans les propriétés d'autrui, commet le délit d'incendie, quand même le feu n'aurait pas éclaté ou lorsqu'il n'en serait résulté aucun dommage.

Art. 148. — La peine est prononcée, selon les distinctions suivantes :

1^o Si le feu a éclaté, et s'il en est suivi la mort d'une personne, quand l'incendiaire pouvait prévoir cette conséquence; si l'incendie a éclaté après que le feu a été mis à plusieurs

1. *Code pénal*, traduit par Victor Foucher.

reprises, ou si l'incendie a été excité au moyen d'un complot ayant pour objet la dévastation, la peine est la mort ;

2° Si le feu a éclaté et s'il en est résulté un préjudice grave pour l'incendié ;

3° Si le coupable a plusieurs fois tenté l'incendie, bien que chaque tentative soit restée sans effet ;

La peine est de la prison dure à vie et même de la prison très dure à vie, selon la criminalité plus grande du coupable et la gravité du dommage.

4° Si le feu a éclaté sans le concours de l'une des circonstances qui viennent d'être exprimées ;

La peine est de la prison dure, de dix à vingt ans.

5° Si le feu n'a pas éclaté, mais a été mis la nuit, ou dans un lieu où il pouvait facilement s'étendre, ou avec des circonstances telles, que la vie de quelqu'un pouvait se trouver dans un danger manifeste ;

La peine est de cinq à dix ans de prison dure.

6° Si le fait a été entrepris de jour, et sans danger particulier, et si le feu a été éteint sans éclater, ou a été éteint sans dommage ;

La peine est d'un à cinq ans de prison dure.

7° Si le coupable, mû par un sentiment de repentir, s'est employé, dans un moment encore opportun, de manière à ce que tout dommage ait été évité ;

La peine est de dix mois à un an de prison dure.

Art. 149. — Celui qui, en mettant le feu, avec une intention coupable quelconque, sur ses propres biens, expose au danger de l'incendie celui d'autrui, se rend aussi coupable

du délit d'incendie, et est puni d'après les distinctions énoncées dans l'article précédent.

Art. 150. — Celui qui incendie sa propre chose sans danger pour celle d'autrui ne se rend pas coupable du délit d'incendie, mais seulement de fraude, soit qu'il cherche à préjudicier les droits d'un tiers, ou à faire peser les soupçons sur d'autres.

HONGRIE (1).

Art. 422. — Commet le crime d'incendie, et sera puni de cinq à dix ans de maison de force ;

1° Celui qui, intentionnellement, met le feu à une maison, une hutte, un moulin, un édifice ou un lieu quelconque servant ou destiné à l'habitation de l'homme, ou servant de lieu de réunion à plusieurs personnes, dans un temps où personne ne s'y trouvait.

2° Celui qui incendie volontairement un magasin, un bâtiment d'exploitation, un approvisionnement considérable de produits ou de marchandises déposé sur un terrain découvert, de récoltes non encore séparées du sol, ou en meules ou en tas, une forêt, un approvisionnement considérable de matériaux de construction ou de combustibles, un pont, un navire ou une mine.

Le présent article n'est pas applicable si l'objet incendié est la propriété de l'incendiaire et si la nature et l'emplacement

1. *Gode pénal*, traduit par Martinet et Dareste.

de cet objet sont tels que l'incendie n'ait causé aucun péril à la personne ni aux biens d'autrui.

ESPAGNE (1).

Art. 569. — Lorsque dans l'incendie de moisson, pâturages, forêts ou plantations, il était à craindre que le feu ne se communiquât à des objets voisins, la peine s'élève d'un degré.

PORTUGAL (2).

Art. 463. — Est puni de huit ans de prison majeure cellulaire, suivie de douze ans de déportation, ou d'une peine fixe de vingt-cinq ans de déportation, celui qui, volontairement, détruit en tout ou en partie, en y mettant le feu :

1° Une place fortifiée, un arsenal, un magasin, des archives, une fabrique, une embarcation appartenant à l'État ou un bâtiment contenant ou destiné à contenir des objets appartenant à l'État.

2° Une construction habitée.

3° Un édifice légalement affecté à la réunion des citoyens.

4° Une construction destinée à l'habitation, dans une ville ou village, encore qu'elle ne soit pas habituellement habitée.

Sont assimilés à des lieux habités, les trains de voyageurs

1. *Pandectes françaises* au mot « Incendie » n° 318.

2. *Pandectes*, n° 335.

et les voitures qui les composent, encore que dans les unes ou les autres, il n'y ait personne.

Art. 464. — La peine est la prison majeure cellulaire pour quatre ans, suivie de huit ans de déportation, ou bien quinze ans de déportation, si le feu a été mis à une embarcation, un magasin ou édifice, en dehors ou en dedans d'une ville ou village, non habité, ni destiné à l'habitation.

A des moissons sur pied, à des forêts, bois et bosquets.

Art. 465. — Les peines portées dans les articles précédents sont appliquées à celui qui a communiqué l'incendie à l'un des objets qui y sont énumérés, en mettant volontairement le feu à des objets placés de façon à devoir le leur communiquer nécessairement, sauf accident imprévu.

ITALIE (1).

Art. 300. — Quiconque communique le feu à un édifice ou à des constructions, de quelque nature qu'elles soient, ou à des produits non encore détachés du sol, ou bien à des amoncellements ou à des dépôts de matières combustibles, est puni de la réclusion de trois à sept ans. La réclusion est de cinq à dix ans, si le feu a été communiqué à des édifices destinés à l'habitation, ou bien à des édifices publics, ou destinés à un usage public, dans un but d'utilité publique, ou pour l'exercice d'un culte, ou bien à des ateliers industriels, ou à des dépôts de matières inflammables ou explosibles, à

1. *Code pénal*, traduit par Lacointa.

des chantiers, à des wagons de chemin de fer, à des carrières, à des navires, ou à des forêts.

Art. 301. — Quiconque, afin de détruire en tout ou en partie, des édifices ou des choses indiqués à l'article précédent, place ou fait éclater des mines, des torpilles, ou d'autres compositions ou machines explosibles, ou bien place ou allume des matières inflammables pouvant produire le même résultat, encourt les peines respectivement édictées dans ledit texte.

Art. 304. — Quiconque communique le feu à des navires ou à des bateaux, de quelque nature qu'ils soient, ou bien en cause la submersion ou le naufrage, est puni de la réclusion de trois à dix ans.

PAYS-BAS (1).

Art. 157. — Celui qui, avec intention, allume un incendie, cause une explosion ou une inondation, est puni :

1^o D'un emprisonnement de douze ans au plus, s'il faut craindre un danger commun pour des biens;

2^o D'un emprisonnement de quinze ans au plus, s'il faut craindre un danger de mort pour autrui;

3^o D'un emprisonnement à perpétuité, ou à temps de vingt ans au plus, s'il faut craindre un danger de mort pour autrui et si le fait a entraîné la mort de quelqu'un.

1. *Code pénal*, traduit par Tripels.

SUISSE.

Canton de Berne.

Art. 189. — Quiconque aura volontairement mis le feu à des édifices publics, ou à des bâtiments appartenant à autrui et servant d'habitation ou de séjour à des personnes, sera puni de cinq à vingt ans de réclusion.

Si l'acte a été commis de nuit ou dans des circonstances qui rendaient les secours plus difficiles, les dangers et les pertes plus considérables pour les personnes et les propriétés, ou dans le but de faciliter d'autres crimes ou délits, ces circonstances seront considérées comme des motifs d'aggravation de la peine dans les limites légales.

Si une personne séjournant dans le bâtiment incendié a perdu la vie par suite de l'incendie et que ce résultat ait pu être prévu par le coupable, celui-ci sera puni de mort.

Art. 190. — Quiconque aura volontairement mis le feu à des bâtiments appartenant à autrui, mais ne servant point d'habitation ou de séjour à des personnes, ou à des bateaux, magasins, chantiers, forêts ou récoltes, soit sur pied, soit abattues, ou à d'autres objets du même genre, sera puni de quinze ans de réclusion au plus.

Art. 191. — Quiconque, dans le but d'incendier l'un des objets mentionnés aux articles 189 et 190, aura mis le feu à des matières susceptibles de communiquer l'incendie, sera puni comme incendiaire, si cet objet a pris feu, et comme coupable de tentative, si l'incendie n'a pas eu lieu.

Art. 193. — Le coupable d'incendie volontaire est responsable, comme les ayant voulues, de toutes les suites résultant de son crime, et qu'il pouvait prévoir.

Canton de Neuchâtel (1).

Art. 251. — L'incendie par communication des objets énumérés aux articles précédents, quels que soient le propriétaire des objets auquel le feu a été mis, et la nature de ces objets, est puni de la même façon que le crime d'incendie mis directement à l'une desdites choses.

Canton de Saint-Gall (2).

Art. 96. — Le Code pénal du canton de Saint-Gall punit de cinq à vingt ans de réclusion :

1° Celui qui met volontairement le feu à une maison d'habitation, ou à un édifice assimilé, tels que lieux où les hommes se réunissent passagèrement en grand nombre ; églises, écoles, etc. ;

2° Celui qui, pour incendier une semblable construction, met volontairement le feu à un autre objet, situé de manière à le communiquer.

SUÈDE (3).

N° 1. — Si quelqu'un met volontairement le feu à une maison, édifice, bateau ou autre construction où des hommes

1. *Pandectes françaises*, n° 373.

2. *Pandectes françaises*, n° 374.

3. *Les Codes suédois*, traduits par Raoul de la Grasserie, voir chapitre XIX, n° 1 et suivants.

demeurent, ou dans lesquels on sait qu'il est habituel qu'il y ait quelque habitant, ou dans tout autre lieu d'où le feu ait pu se propager facilement à ces demeures, il sera puni pour assassinat par incendie, des travaux forcés de six à dix ans ; cependant, en cas de circonstances très atténuantes, le temps pourra être abaissé à quatre ans, et même si personne ne se trouvait sur les lieux et n'a couru aucun danger, à deux ans. Si quelqu'une des personnes présentes a subi par suite de l'incendie une grave lésion corporelle, l'incendiaire sera puni des travaux forcés à perpétuité ou de huit à dix ans. Si la mort en est résultée, l'incendiaire sera puni de mort ou des travaux forcés à perpétuité.

N° 2. — Si le crime d'incendie a été commis pendant une épidémie, une émeute, une attaque de l'ennemi ou un autre danger pressant, ou si dans une maison, construction ou navire où il y a une foule exposée au danger, ou dans une ville ou village, ou tout autre lieu dans lequel beaucoup de personnes demeurent, ou si l'incendiaire fait usage de la force pour mettre le feu ou en empêcher l'extinction, il sera puni des travaux forcés à perpétuité ou de six à dix ans.

Si quelqu'un met volontairement le feu à une église ou à un château royal, à une forteresse, un navire, un arsenal ou un bâtiment renfermant des munitions, ou à un autre établissement analogue de l'État, ou à une poudrière, ou à un bâtiment où sont déposées des matières explosibles ou inflammables, il sera puni, même si le crime est commis au moment où l'on devait penser que personne ne se trouvait sur les lieux, conformément au précédent paragraphe ; cepen-

dant, en cas de circonstances très atténuantes, le temps peut être abaissé à quatre ans.

Si l'on met volontairement le feu à quelque objet d'où il puisse se communiquer aux propriétés désignées au second alinéa, on doit appliquer les dispositions de cet alinéa.

N° 3. — Si quelqu'un met à dessein le feu dans une dépendance des maisons (*uthus*) ou dans un autre bâtiment, navire, bois, tourbière (*torfmosse*), dans une meule de grain sur pied ou en gerbes, de foin ou de paille, dans un tas de bois, de charbon, de bois d'œuvre ou de planches ou d'objets de cette nature appartenant à autrui, mais isolés, de manière à ce qu'on ne pouvait penser que le feu se fût propagé aux bâtiments habités ou autres lieux d'habitation, ou à l'une des propriétés mentionnées au dernier alinéa du paragraphe 2, il sera puni des travaux forcés de deux à six ans. S'il s'agit d'une propriété moins importante, et s'il n'y a pas eu de dommage grave, la peine pourra être réduite à deux mois. S'il n'en est pas résulté de grave lésion corporelle ou de mort pour quelque personne présente, la peine sera celle des travaux forcés de quatre à huit ans.

Si le coupable savait qu'il se trouvait quelqu'un sur les lieux, et qu'il l'exposait à un danger, on applique le paragraphe 1.

N° 4. — Si quelqu'un met le feu à sa propre propriété dans le dessein de frauder un assureur ou dans toute autre intention frauduleuse, il sera puni des travaux forcés de six mois à quatre ans. Si quelque personne présente en éprouve une grave lésion corporelle ou la mort, le coupable sera puni des travaux forcés de quatre à huit ans.

Si l'incendie met en danger la demeure, le lieu d'habitation ou la propriété d'autrui, ou si le coupable savait que quelqu'un était présent sur les lieux et se trouvait ainsi exposé à un danger, on appliquera les paragraphes 1, 2 ou 3 suivant les cas ; cependant, la peine ne pourra être moindre de six mois de travaux forcés.

Nº 5. — En cas de tentative des crimes ci-dessus, si l'exécution n'a été empêchée que par des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur, la peine sera, dans le cas du paragraphe 1, les travaux forcés d'un an à six mois, et dans le cas du paragraphe 2, les travaux forcés de deux à huit ans ; enfin, dans le cas des paragraphes 3 et 4, les travaux forcés pendant deux ans au plus, ou l'emprisonnement pendant au plus six mois, mais si le crime accompli était punissable, conformément aux paragraphes 1 et 2, la peine des travaux forcés, en suivant ce qui a été édicté ci-dessus pour les tentatives de crimes prévus par ces paragraphes.

La peine sera encore la même si le feu a été allumé, mais éteint avant qu'il se soit propagé et ait causé un dommage ; cependant si le coupable a, de son propre mouvement, soit lui-même, soit en appelant au secours, éteint l'incendie, la peine pourra, suivant les circonstances être abaissée au-dessous de celle édictée par la loi.

NORVÈGE (1).

§ 148. — Quiconque cause ou contribue à un incendie, un éboulement (effondrement), une explosion, une inondation,

1. Traduit par M. du Mouceau.

un accident en mer ou en chemin de fer, de nature à mettre facilement en danger la vie humaine ou à causer une destruction étendue de la propriété d'autrui, est puni d'une peine de réclusion de deux ans et pouvant s'élever à la réclusion perpétuelle. Si le crime a eu pour conséquence la mort d'un homme, une altération grave à sa santé ou une infirmité, la peine sera d'au moins cinq ans de réclusion.

La tentative pourra être punie comme le crime lui-même.

Russie (1).

Art. 562. — Quiconque aura endommagé les biens d'autrui par incendie, explosion ou submersion, sera puni :

De l'emprisonnement.

Si par de tels procédés, ont été endommagés : une forêt, un jardin, des récoltes sur pied, une tourbière, une source de naphte, un dépôt de bois, de marchandises, de produits agricoles, d'approvisionnements, des matières inflammables ou explosibles, des explosifs, des immeubles inhabités, le coupable sera puni de la détention dans une maison de correction.

Mais si ces procédés dommageables pouvaient soit à cause de la nature ou de l'emplacement des objets, soit par suite des conditions dans lesquelles ils avaient lieu, provoquer la propagation d'un incendie, d'une explosion ou une submersion dans les bâtiments, bateaux, locaux ou endroits men-

1. *Code pénal*, traduit par Eberlin.

tionnés dans l'article 563, le coupable sera puni — des travaux forcés pendant huit ans au plus.

Dans le cas indiqué par la troisième partie du présent article, le coupable sera passible de la peine y édictée, même si les objets lui appartenaient. La tentative est punissable.

Art. 563. — Celui qui aura endommagé par incendie, par explosion ou par submersion :

1° Une église ou un oratoire chrétien ;

2° Un local d'un établissement gouvernemental ou public, une bibliothèque, un musée ou tout autre dépôt d'objets artistiques ou scientifiques d'État ou public ;

3° Un bâtiment, un bateau, une usine ou une exploitation minière habitées ou bien un bâtiment, un bateau ou un autre local non habités, mais dans lesquels se trouvait une personne dont l'existence a été menacée, sera puni :

Des travaux forcés à temps.

Si ce dommage a été commis, d'après un concert préalable, par plusieurs personnes, simultanément, sur différents points d'une ville ou d'un village, le coupable sera puni :

[Des travaux forcés sans terme.

ROYAUME DU SIAM (1).

Art. 185. — Celui qui met le feu aux biens d'autrui, sera puni de l'emprisonnement de six mois à sept ans et de l'amende de 50 à 1.000 ticaux.

1. *Code pénal de 1908*, traduit par Georges Padoux.

Art. 186. — Ceux qui mettent le feu à :

1° Des forêts ou des récoltes ou fourrages en meules;

2° Des habitations;

3° Des édifices ou bateaux servant à la fabrication ou au magasinage des marchandises;

4° Des édifices publics servant au culte;

Seront punis de l'emprisonnement de deux à dix ans et de l'amende de 100 à 5.000 ticaux.

Art. 187. — Celui qui met le feu à ses propres biens, sera passible des peines prévues aux articles 185 ou 186, s'il a ainsi causé un danger ou un dommage quelconque à la personne ou aux biens d'autrui.

Art. 189. — Lorsque les biens sur lesquels un des délits prévus par les articles 185, 186 ou 188 (1) aura été commis sont de peu de valeur et qu'il n'y a ni danger pour la personne d'autrui, ni danger que le feu gagnât les biens d'autrui, il sera fait application des articles 324, 325 et 326 relatifs aux dégradations et dommages.

1. L'article 188 prévoit l'explosion.

Vu : le Président de la thèse

A. LE POITTEVIN

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

L'incendie par communication dans le Code pénal français.

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — Historique de la question . . .	13
CHAPITRE II. — Éléments constitutifs de l'incendie par communication	21
<i>Section I.</i> — Volonté de mettre le feu à des matiè- res quelconques appartenant ou non à l'incen- diaire	21
<i>Section II.</i> — Possibilité de communication de l'incendie à l'un des objets visés dans les caté- gories de l'article 434 du Code pénal . . .	38
<i>Section III.</i> — Communication effective du feu.	43
CHAPITRE III. — La tentative dans l'incendie par com- munication	47
CHAPITRE IV. — Peines applicables au crime d'incendie par communication	55
CHAPITRE V. — Questions à poser au jury en matière d'incendie par communication.	60

DEUXIÈME PARTIE

L'incendie par communication dans le Code pénal belge.

CHAPITRE PREMIER. — Notions historiques	69
CHAPITRE II. — Commentaire des articles 516 et 517	74
<i>Section I.</i> — Commentaire de l'article 516	74
<i>Section II.</i> — Commentaire de l'article 517.	79
§ 1. — Volonté de mettre le feu aux premiers objets	82
§ 2. — Situation particulière des objets.	82
§ 3. — Communication effective du feu.	86
<i>Section III.</i> — Comparaison entre les articles 516 et 517.	86
CONCLUSION	90
APPENDICE. — L'incendie par communication dans les Codes étrangers autres que le Code belge.	93

